CAMPS OSSIER NIILITAIRES

hebdomadaire d'action communiste



vietnam

A PEAU E CHAGRIN

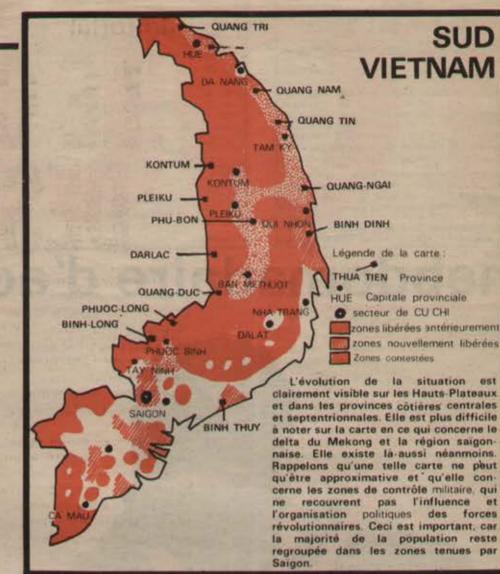
Pour cacher, si cela est encore possible, sa déconvenue, Thieu présente ses retraits actuels comme de simples « redéploiements tactiques » de ses forces. Il faut pourtant bien peser l'importance stratégique que revêt l'évolution récente de la situation au Sud-Vietnam.

25 % selon la presse occidentale, du Vietnam sud vient de changer de main en quinze jours. Huit provinces sont maintenant intégralement libérées après la chute des capitale provinciales de Quang Tri (province du même nom). Kontum, Pleiku, Ban Me Thuot (province de Darlac). Gia Nghia (province de Quang Duc), Phuoc Binh (province de Phuoc-Long). An Loc (province de Binh Long). Hou Bon (province de Phu Bon). La zone libérée comprend d'ores et déjà un arc d'un seul tenant d'environ 800 km de long qui comprend selon les estimations même du « Figaro », 40 % du Sud-Vietnam et ce sans compter les larges « tâches de léopards » qui couvrent d'autres régions. Le GRP contrôle militairement bel et bien la majeure partie du territoire.

Sur le plan militaire, les pertes saigonnaises sont très lourdes, la zone côtière du centre-Vietnam est à découvert et la région saigonnaise est menacée. Sur le plan politique, l'échec de Thieu est très grave. La débandade s'est faite sans grands combats. Et. avec Phuoc Binh en janvier, c'est la première fois que le FLN libère des capitales provinciales. Dont Quang Tri, l'aviation US et les unités d'élite saigonnaises menèrent une offensive sanglante après sa première libération en 1972. Et les Hauts-Plateaux pour lesquels Thieu engagea une guerre d'usure après janvier 73 de façon à interdire au GRP d'y consolider infrastructure et économie. Ce sont « près d'un million d'habitants (qui) ont reconquis le droit d'être maîtres de leur destin », annonce le commandement des Forces armées de libération le 20 mars (« Humanité » du

DU NORD AU SUD

Ces victoires éclatantes prennent tout leur sens quand on revient sur ce qui se passe au-delà des seules régions nouvellement libérées. Dans le delta du Mékong, la ville de Ca Mau est isolée et la chute de la base de Vinh Hung met à découvert le centre de Bac Lieu. Au nord ouest de Saigon*la ville de Tay-Ninh est elle aussi isolée alors que de violents combats se déroulent autour de Cu Chi après la chute du poste de Duc Hué. Au nord est de Saigon, la ville de Dalat n'est plus reliée à la capitale que par un pont aérien tandis que d'importantes offensives sont mendes dans la province de Binh Thuy, déjà largement contrôlée par le GRP. Aux abords de Saigon elle-même des heurts se sont produits. Plus au nord, sur la côté centrale, la poussée se poursuit dans la province de Binh Dinh, très



de forte tradition révolutionnaire. Plus loin encore, enfin, autour de Hué et entre Hué et Da Nang, la bataille fait rage.

Hué! L'ancienne capitale impériale, aujourd'hui presque vidée de sa population par l'armée fantoche, celle qui fut libérée un temps en 68 et que les marines US eurent le plus grand mal à reconquérir. Ville symbole s'il en est une au Sud-Vietnam!

Il ne s'agit pas d'une offensive générale analogue à celle du Têt 68 ou du printemps 72. Il s'agit toujours d'une combinaison d'attaques régionales (soutenues autour de Hué seulement par divisions régulières). soulèvements populaires et d'effondrements des forces l'antoches. C'est cela qui met en valeur le processus en cours.

Nous assistons à l'effondrement brutal d'un pan entier du système de défense fantoche et de domination au Sud-Vietnam. Cet effondrement brutal n'est pas un accident. Il est le résultat d'une évolution progressive du rapport de forces en faveur des combattants révolutionnaires depuis la signature des accords de Paris il y a deux ans, évolution qui a touché aussi bien la situation économique et politique que militaire.

VIETNAM

UN PREMIER BILAN

Jamais depuis la révolution d'août 1945 les zones libérées n'ont atteint une telle extension, une telle homogénéité, un tel développement économique et social, jamais elle ne se sait adossée à un tel ensemble in-

l'impérialisme trancais

A la onzième heure, le gouvernement français vide son ambassade de Phnom-Penh. Monsieur Geottroy ge Courcei, secrétaire général du Quai d'Orsay assistait le jeudi 21 à la réception organisée à Paris par le GRUNK à l'occasion du 5º anniversaire de la création du Front uni national du Kampuchéa. Au vu de la situation, le tournant diplomatique est discrètement pris. On prépare l'avenir, maintenant trop proche pour être ignoré.

Le développement de la révolution indochinoise porte un rude coup aux positions « françaises » dans la région. C'est en effet dans ses seules anciennes colonies que l'impérialisme français avait d'importants investissements. Ailleurs, il est en retard de nombreuses années par rapport aux Américains, Anglais, Japonais, voir Taiwanais. Misoffe, envoyé spécial du gouvernement en Asie du Sud-Est, voilà deux ans, avait défini l'objectif à atteindre : s'appuyer sur la base indochinoise pour pénétrer le reste de la région. Voilà notamment pourquoi Paris manifeste tant de sollicitude à l'égard d'un Thieu. Maintenant il faudra revoir cette politique.

Il n'en reste pas moins que de très importants efforts sont déployés pour

assurer l'implantation de capitaux français dans l'est asiatique. Le « calendrier » du seul mois de mars en témoigne. François Misoffe, toujours lui, rencontre le premier ministre Miki au Japon, avant de faire escale aux Phillipines. Norbert Segard, ministre du commerce extérieur, visite la Malaisie pour signer deux conventions destinées à favoriser les investissements. Il venait d'Indonésie où se sont rendues aussi une délégation de la commission des affaires culturelles du Sénat (insouciante du fait que la répression contre la presse vient de connaître en ce pays de dictature un renouveau brutal) et d'une délégation de la commission des finances de l'assemblée nationale. Pendant ce temps, Olivier Stim, secrétaire d'Etat



TOM-DOM traversait le aux dits Pacifique sud: Australie, Nouvelle Zélande, et Polynésie (dite) française.

Enfin, deux ministres sud-coréens rencontraient à Paris Messieurs Sauvagnargues et Chirac. Ce dernier déclare, au nom du gouvernement français, que « la position de la Corée du Sud n'est pas éloignée de la notre et nous voulons coordonner notre action pour la paix dans cette partie du monde » (Le Monde des 16.17.3.75) Sic 1 Notre premier ministre « oublie », sans gêne apparente que le régime Park Chun Yee est l'un des plus ouvertement répressif et dictatorial de la région. Ce qui n'est pas peu dire ! Evidemment, la Corée du sud vient d'acheter 6 Air Bus à la France... commerce oblige !

La succession des expositions industrielles françaises témoigne de l'intérêt que porte le gouvernement français à cette région du monde, riche en pétrole et marchés d'avenir : 1973, Malaisie, 1974 Pékin, 1975 : Singapour, 1976 : Indonésie.

L'impérialisme français est et reste l'une des forces contre-révolutionnaires actives à l'oeuvre en Asie!

Nous ne devons pas nous contenter de demi-mesures I

Reconnaissance pleine et entière du GRUNK et du GRP!

Arrêt du soutien aux dictatures asiatiques ! Bas les pattes devant les peuples

éditorial

dochinois, en RDVN, au Cambodge et au Laos. Un débat qui a traversé l'extrême-gauche française aujourd'hui tranché. La signature des accords de Paris se signifiait pas la victoire immédiate et acquise comme le croyait alors l'Alliance révolutionnaire et certains groupes manistes trop optimistes, ou comme voulait le faire croire le PCF heureux de se débarraser à bon compte de ses tâches de solidarité. Il aura fallu plus de deux ans de très durs combats politiques et militaires pour en arriver à la situation actuelle. Et la lutte n'est pas encore finie. elle restera malheureusement encore dure et complexe. Mais les accords de Paris ne marquaient pas non plus un recul de la revolution indochinoise, ployant sous le poids de l'escalade, comme l'affirmait Lutte Ouvrière ou les Lambertistes.

La signature des accords de Paris, le 27 janvier 1973, aura bel et bien sanctionné un recul stratégique de l'impérialisme en Indochine et permit la formation d'un cadre plus favorable à la menée de la lutte révolutionnaire que ne l'aurait été la poursuite de l'escalade US! C'est cette réalité, que l'analyse permettait voilà deux ans de mettre en valeur, qui apparait clairement maintenant.

Quelques soient les difficultés qui attendent encore les peuples indochinois en lutte, l'année 1975, au Cambodge comme au Sud-Vietnam est d'ores et déjà une année charnière. Celle où la position d'offensive stratégique de la révolution indochinoise se voit confirmée et avec quel éclat !

Le combat des peuples indochinois continue!

La solidarité le doit aussi !

Pour la victoire finale des trois peuples d'Indochine !

Le 24.3.75 P.R.

Trois nouvelles capitales de province viennent d'être libérées. Hué, la capitale impériale (province de THUA THIEN). Tam Ky (province de QUANG TIN) et Quang Ngai (province du même nom) : ce qui fait maintenant 11 province intégralement libérées. La grande ville de Da Nang (province de Quang Nam) est isolée et la population civile est en voie d'évacuation.

LES NORD-VIETNAMIENS ET LES REFUGIES

La presse américaine et la radio française titrent sur les réfugiés « fuyant l'offensive nord-vietnamienne » — oublieuse de ce que les sources occidentales elles-mêmes ont souligné le faible rôle des divisions régulières de la RDVN durant les derniers mois. Vis-à-vis de cette information là. Léandri, journaliste de l'AFP assassiné à Saïgon pour avoir révélé que la libération de Ban Me Thuot avait été le fait de montagnards locaux, est mort pour rien.

Quant aux réfugiés, l'exode est le fait d'une politique consciente du régime fantoche, bien connue de toutes les guerres coloniales et neo-coloniales; vider la population des zones abandonnées. Et pour cela il bombarde massivement les villes et zones nouvellement libérées, sans souci parfois de ses propres blessés.

Malgré cela, la vie a repris son cours à Ban Me Thuot première des villes récemment libérées ou l'administration révolutionnaire s'est rapidement in stallée. Et cette fois-ci elle est animée par des montagnards, membres des minorités ethniques locales...

LE CREPUSCULE DES MAGICIENS

Kissinger a quitté le Moyen-Orient, «les larmes aux yeux » si l'on en croit la presse. La diplomatie « à petits pas » de Dear Henry a vécu. Kissinger regrette. Comme il regrette d'avoir signé les accords de Paris sur le Vietnam, voilà 2 ans l Jamais a-t-til déclaré, il ne l'aurait fait s'il avait su qu'un jour le congrès américain refuserait les fonds « nécessaires » aux régimes fantoches indochinois, façon peu élégante de faire porter par d'autres la responsabilité de l'échec d'une politique qui fut la sienne.

Kissinger « le magicien » qui personnalisa l'arrogante puissance de l'impérialisme US, se voit condamné maintenant aux regrets sans conséquences face à un double et

grave échec.

Double et grave échec car dans les deux cas l'enjeu était d'importance. Briser en Indochine la pointe avancée de la révolution asiatique, assurer ainsi un isolement croissant des Etats ouvriers, démontrer aux peuples du monde qu'il est vain de vouloir mettre en question la paix américaine. Profiter au Moyen-Orient des défaites enregistrées par la résistance palestinienne pour régler cette « question » et favoriser un rapprochement entre Washington et les capitales arabes, base d'un réglement durable et néo-colonial du conflit, d'un développement d'échanges économiques rendu urgent par la crise capitaliste, d'un recul profond de l'influence soviétique en méditerranée.

Deux graves échecs immédiatement liés. Kissinger jouait au Moyen-Orient du crédit américain. Sadate ne pouvait traiter directement avec Israël. Il était prêt à le faire avec Washington qui offrait à Jérusalem sa garantie. Mais comment s'y fier quand l'Asie du Sud-est « où Kissinger avait ramené la paix, est à feu et à sang » demande l'opposition sioniste. Question pressante reprise jusque dans l'Etat-major américain par le général Brown qui affirme que « s'il était israélien, les évènements du Cambodge et du Vietnam l'inquièteraient au plus haut point » (Le Monde du 22.3.75).

Et voilà, comble de malheur, que le roi d'Arabie saoudite, Fayçal, est assassiné. Avec lui disparait l'un des plus puissants et des plus proches « amis » de l'impérialisme américain dans la région.

Double et grave échec qui révèle l'affaiblissement du contrôle étroit assuré par les USA sur nombre d'Etats du monde dit libre. C'est Israël — dont le régime n'est pas à proprement parler « fantoche » comme ceux de Lon Nol et Thieu — qui affirme la primauté de son nationalisme sioniste sur les intérêts de son protecteur et apprenti sorcier. C'est le gouvernement thailandais — de droite assurément — qui demande le retrait dans 12 mois des forces US de son territoire et l'arrêt du pont aérien militaire qui le relie à Phnom-Penh. Ce sont les bourgeoisies européennes qui se refusent, malgré les invites à trop s'engager auprès de Thieu dans le cadre du plan « Kissinger » d'aide multinationale. Ce sont Singapour et Kuala Lumpur qui s'efforcent de diversifier leurs échanges économiques pour ne pas dépendre d'une seule métropole. C'est le dit « bloc du tiers-monde » qui exige une extension des limites des eaux territoriales à l'ONU et acclame l'OLP — tout en permettant le rejet du GRUNK de l'assemblée. C'est la Turquie et la Grèce qui disloquent le front méditérranéen de l'OTAN pour se disputer Chypre.

Double et grave échec qui renvoie essentiellement au même phénomène : la remontée des luttes de classe à l'échelle internationale. C'est l'évidence en Idochine ou les pays vietnamiens. Cambodge et laotiens sont en voie de récolter les fruits d'un long combat révolutionnaire. C'est vrai aussi au Moyen-Orient où ce qui interdit à Sadate — quoiqu'il en veuille — de traiter avec Israël, c'est la pression maintenue, par delà les reculs, du peuple palestinien et la poussée des masses arabes aujourd'hui en cours en Egypte même. Si les bourgeoisies arabes refusent aujourd'hui la reconnaissance d'Israel c'est parce qu'elles savent l'Etat sioniste isolé et l'impérialisme américain demandeur. C'est aussi parce qu'elles sentent que les masses arabes n'ont pas été défaites. Surtout, hier l'impérialisme pouvait concentrer ses forces sur l'Indochine, clef de voûte de la révolution mondiale. Maintenant le long boom économique consécutif à la seconde guerre mondiale débouche sur la crise économique généralisée. Les USA ont neuf millions de chômeurs exigeants et dans le monde impérialiste la combativité ouvrière répond aux attaques patronales. Le Portugal aujourd'hui, l'Espagne demain ébranlent après le mai 68 français, le sud de l'Europe. La coexistence pacifique à trois n'aura pas permis d'assurer le blocage des luttes de par le monde, tout particulièrement dans l'est asiatique.

La paralysie d'un Kissinger et l'impasse de la politique internationale des USA ne sont que relatives, nous le savons. Et l'impérialisme US prépare la reconversion de sa politique. Le sénateur Mansfield, chef de la majorité démocrate, l'indiquait pour l'Asie quand il déclarait : « ce à quoi nous assistons, à mon avis, est le début de la fin d'une période qui verra un glissement de notre présence en force de l'Asie continentale vers les îles du Pacifique ». (international Herald Tribune. 19.3.75). C'est là, en effet, que les USA placent maintenant leurs principales bases militaires. Hors de portée, espèrentils, du ressentiment des masses. L'impérialisme américain garde des moyens redoutables, économiques, politiques et militaires. Mais il est vrai que nous sommes entrés dans une période nouvelle, où l'initiative tend à passer du côté du prolétariat

mondial.

Pierre Rousset

l'assassinat d'un immigré

Mohammed Laid Moussa est mort. Abattu chez des amis par un tueur professionnel dans la nuit du 18 au 19 mars à Marseille, le jeune algérien n'a pas repris conscience. Un nom de plus sur la liste des victimes des ratonnades en France, « terre de liberté ». Mohammed Laid « exécuté à l'OAS », froidement, contre un mur. A ajouter au palmarès de tous les Dupont lajoies, de tous ceux qui ne peuvent entrevoir une peau brune ou des cheveux longs sans loucher vers un fusil de chasse.

Mohammed Laid venait de sortir de la prison des Baumettes, condamné à un an de prison pour homicide in-

MOHAMMED LAID MOUSSA, NOTRE FRERE...

Instituteur en Algérie, Mohammed Laid était venu en France pour y poursuivre ses études. Comme tant de travailleurs immigrés, séjournant dans la région marseillaise, il se retrouva à Fossur-Mer en tant que manoeuvre.

Un soir, alors qu'il tentait de dormir, ses voisins font hurler l'électrophone.

Epuisé, il monte leur demander de faire moins de bruit. Il est accueilli à coups de poings et de pieds. Affolé, Mohammed Laid sort un opinel et frappe au hasard. Un jeune homme est touché mortellement.

Transféré aux Baumettes ses premiers jours d'incarcération sont un enfer. Ses co-détenus le maitraitent, lui faisant bien sentir qu'il n'est pire crime « qu'un raton qui tue un blanc ».

Aux Assises devant lesquelles, il comparait, un an après, chacun s'accorde à reconnaître sa douceur et sa gentillesse. Le jury va le condamner à une peine couvrant son temps de détention. Mohammed Laid est donc libre.

Aux yeux de la « société » il est « blanchi », « Il a payé sa dette ».

Mohammed Laid Moussa avait grandi durant la guerre d'indépendance. Comme tant des siens, il croyait révolu les temps où à Oran, à Alger, les Européens abattaient les « melons » comme on prend un petit déjeuner.

Ses amis le conjurent de repartir pour l'Algérie. A Marseille sa sécurité n'est pas assurée. Il refuse, le soir du 18 mars, il dine chez des amis. Tard dans la soirée, on sonne à la porte. On ouvre. Un homme au visage recouvert d'une cagoule fait irruption. Il fait aligner les personnes présentes contre un mur et froidement tire sur Mohammed Laid.

Sa détermination, sa connaissance des lieux démontrent que le tueur n'est pas un amateur. Il a fallu qu'il suive Mohammed durant des jours. Il n'a pas tenté de l'abattre dans la rue. Il a agit à la façon de l'OAS en 61 : pour impressionner et être sûr de tuer.

Mohammed Laid est mort parce qu'il était algérien, comme sont morts des dizaines de travailleurs immigrés à Marseille pendant l'été 73. Abattus pour la couleur de leur peau.

Quelle réflexion inspire au ministre de l'Intérieur une telle atmosphère de pogrom « c'est la loi du talion ». Entendons pas là que Moussa ayant tué, il était dans l'ordre des choses qu'il le soit à son tour.

Comment s'étonner alors que les milices anti-jeunes, anti-arabes ne deviennent légions. A Sommedieu, un maire a décidé, tout de go, de créer une armée de « citoyens » afin de tirer sans sommation sur des jeunes qui viendraient chahuter. Ligues armées tombant sous le coup de la loi de 36 ? Pensez-donc | Pour Poniatowsky, cet état de choses est certes inacceptable, mais il n'est pas exclu d'envisager que les « bonnes gens » créent des groupes d'intervention « en attendant la venue de la police ». Dès lors, jeunes de 12 à 40 ans, immigrés, chevelus prenez garde car passé le couvre-feu, c'est une balle que vous risquez de prendre dans le corps. A quand l'état d'urgence, monsieur le prince?

Moussa a été assassiné. Mais l'exemple vient de haut, la brigade antigang n'avait-elle pas « caressé le crâne » de deux avocats algériens au cours d'une descente dans un café

Avec de tels encouragements, on peut s'attendre à ce que les Dupont Lajoie récidivent. Mohammed Laid n'est pas le premier à mourir sous leurs balles, il risque de ne pas être le dernier. Mais alors, que les tueurs « citoyens » se disent qu'un jour il se peut que beaucoup en aient plus qu'assez d'être pris pour cibles, de voir les fusiles tirer toujours dans le même sens. Car si aujourd'hui ces pères tranquilles de la gâchette s'entrainent sur certains, il n'est pas absurde de penser que demain, ils pourraient le faire sur la classe ouvrière tout entière. A charge du mouvement ouvrier de méditer les exemples de l'Allemagne nazis et du Chili. A celle de Ponia de réfléchir au fait que le mot « auto-défense » ouvrière pourrait bien l'un de ces jour trouver un répondant chez les travailleurs français unis à leurs frères immigrés.

L'offensive COMMUNITALIZÉ de stratégie. Il parais iment sur tous les fron par Jean-Frant P.C.i. : le pouvo au coin de la ri rait nier que la d' Les communistes italiens n'or fondée sur le suff Réunis pour leur congrès auq verse pas seulement de moins en d'instauration. C ue, mais une période Michèle Cotta, ils se sont plut ble et dangereuse. Il tenir, c'est aussi autre, que comment ne pas arriver trons

On a trouve ça dans l'Express et le Point.

vaincre d'énumérer

d'une actualité

EUROPE



Serait-on revenu à l'époque où les pigeons que Jacques DUCLOS s'appretait à accomoder aux petits pois servaient deprétexte à une invraisemblable campagne du pouvoir contre le parti communiste?

A lire les journaux, à entendre la radio, à regarder la télévision, il semble bien que l'homme au rictus entre les dents soit ressorti de la boîte. « L'offensive communiste » titre l'Express avec une couverture où l'encre rougesang recouvre déjà l'Italie et le Portugal : « le calcul secret du P.C. » renchérit le Point, visiblement dans la confidence, « le P.C. maintient son ordre de bataille » ajoute le Figaro, et France-soir conclut, tout belliqueux: « le P.C. attaque tous azimuths ». Les aboyeurs publics s'en donnent à cœur joie. Leur chœur unanime des verus outragées qui n'ont rien trouvé à redire quand Pinochet assassinait 20.000 Chiliens, s'inquiète du « péril rouge ». Pas seulement en France. Au Portugal, « la répression s'accentue» titre le 18 mars le quotidien des académiciens, tandis que l'Aurore rejoint Minute pour dénoncer la prise du pouvoir par l'armée rouge | Au Vietnam « les populations terrorisées fuient devant les chars nord-vietnamiens » commentait à la télévision, le bavard de service sur des images d'archives datant de trois ans.

A GROS BOULETS

Décidément, les rois de l'intox ne s'embarrassent pas de nuances. Mais dans ce domaine, rien n'est spontané la presse aux ordres marche à la baguette,

certes, mais depuis quelques temps, le

gouvernement bat la mesure. Poniatowski a donné le coup d'envoi, à l'automne dernier en taxant le P.C. de « parti totalitaire de caractère fascisant». Mais le tir était tellement bas qu'il a raté la cible. Plus subtile en apparence semble être la campagne du pouvoir depuis quelques semaines : elle s'appuie en effet sur la réorientation de la politique du parti communiste à son dernier congrès, qui a décidé d'être partout « à l'avantgarde des luttes ». Les sbires de Giscard ont traduit: «à l'avant-garde de l'agitation ». Quel que soit le terrain, à chaque occasion, ministres; sousministres et ministrables tirent à gros boulets. L'agitation dans l'armée? l'œuvre du P.C. accusé par Bourges, fraîchement promu de « duplicité et de saper la défense nationale ». Les manifestations lycéennes ? le P.C. encore tonitrue Haby. Renault ? le P.C. encore et toujours, nommément mis en cause par Chirac. Les motivations du pouvoir giscardien sont limpides.

En premier lieu, il a besoin, en cette période de crise où le chômage s'aggrave, l'inflation galope et le mécontentement gronde, d'un dérivatif pour abuser le bon peuple. Sur tous les tons, on nous serine le même discours officiel: la France est un pays de cocagne qui connaît, certes, quelques difficultés, mais qui est promis au plus bel avenir, sous la houlette de son président jeune et dynamique. Pour peu qu'on lui laisse les mains libres, il assurera les transformations nécessaires et balaiera les dernières injustices. Hélas, d'affreux perturbateurs veulent casser la machine et empêcher cette révolution pacifique dans la joie et le bonheur.

POLICIERS ET RACISTES

Noisy-le-Sec dans la huit du 25 au 26 mai 1972 : deux officiers de police adjoints et cinq gardiens de la paix se rendent dans un café-hôtel où logent des travailleurs immigrés. Ils ont des matraques et des nerfs-de-bœuf. Ils font irruption dans l'établissement et cognent. Puis ils pendent un Algérien à une poutre à l'aide de menottes. Ils enfoncent la porte des époux AYACHI. La femme est jetée à terre et bourrée de coups. Dialogue de flics :

Laisse tomber, elle est Italienne..

Rien à foutre, c'est la femme d'un raton !

Précisons qu'au passage, ces valeureux défenseurs de la veuve et de l'orphelin fauchèrent d'importantes sommes d'argent. Histoire de se dédommager. L'affaire est arrivée devant la 16ème Chambre correctionnelle le 20 mars 75. Trois ans pour instruire des actes pourtant clairs.

« Le racisme de certains policiers sere puni avec la dernière sévérité » disait

Peniatowski. Un bon exemple que celui de Noisy-le-Sec.



Le PC fait semblant de lever le poing et le pouvoir fait semblant de paniquer. Mais derrière les artifices, le jeu est simple.

NSIVE MHUNISSE

Devant les parlementaires UDR, Chirac reprenait, il y a peu, le même leitmotiv : « Nous ne laisserons pas l'agitation détruire l'effort de redressement ». Comme l'âne de la fable, le P.C. est rendu responsable de tous les disfonctionnements qu'engendre la société capitaliste en crise. Mais il y a plus. Sur le plan politique, le pouvoir veut profiter de la polémique au sein de l'Union de la Gauche, pour tenter d'élargir la fissure. Le parti socialiste est l'objet de toutes les sollicitudes, on lui rend visite, sourire aux lèvres, tandis qu'on porte plainte contre le P.C.F.

BRANDIR LE POING

Cette campagne du pouvoir risque d'être d'autant plus efficace qu'elle correspond à une certaine réalité : effacement grandissant du P.S. dont les principales apparitions se résument aux prestations télévisées de son leader et affirmation du parti communiste sur tous les terrains. Le bureau politique du P.C. vient de rappeler « à tous les membres du parti de se montrer les plus actifs, dans le soutien des luttes sociales ». Sur la question de l'emploi, sur le problème de l'armée, à Renault, pour soutenir les viticulteurs du midi, il est vrai que le parti apparaît sous fon drapeau, directement, sans la couverture habituelle des organisations démocratiques et parfois même sans le relai syndical. Du même coup, il se désigne à la propagande du pouvoir.

Mais faut-il voir dans cette politique nouvelle, dictée par la nécessité d'occuper le terrain en attendant de lointaines élections, ce que l'Express n'hésite pas à qualifier d'« action révolutionnaire sans précédent depuis la Libération » ?

La presse bourgeoise feint de croire que le P.C. veut prendre le pouvoir par la violence. Le Figaro prévoit que les communistes vont se placer bientôt « hors de la légalité ». Ce discours est trop évidemment exagéré. Le parti communiste maintient sa ligne politique réformiste, il n'envisage pas d'accèder au pouvoir autrement que par les urnes dans le cadre de la stratégie de l'Union de la Gauche. On se sent un peu gêné de répéter de telles évidences que personne de sérieux ne remet en cause.

Le parti communiste n'a pas la moindre intention de sortir de la légalité. La « visite » chez Durafour lui a montré que tout faux-pas dans ce domaine serait aussitôt exploité. Prisonnier de sa stratégie électoraliste, le parti communiste est contraint, en l'absence d'échéances électorales, de remuer beaucoup de vent pour s'affirmer, y compris contre l' « allié » socialiste. Car enfin, les plumitifs de la droite s'émeuvent pour pas grand-chose : depuis quand des délégations dans les préfectures, des manifestations lycéennes, une grève perlée chez Renault et la revendication du statut démocratique du soldat menacent l'ordre bourgeois ?

Non, le parti communiste n'est pas devenu de parti d'ordre le parti du désordre; non, il ne mène pas une offensive révolutionnaire. Il tente simplement de récupérer tous les mouvements sociaux pour fortifier le parti en attendant de prendre le chemin des urnes. Même s'il a fait semblant, entre temps, de brandir le poing.

A.C

le refrain de giscard

Presse, radio, télé. Tout le monde en parle depuis un mois. La relance devient le mot magique face à une situation économique qui se détériore chaque jour davantage pour les travailleurs. A tel point que dorénavant, la lutte des classes semble dépassée. Ce qui compte maintenant, c'est le clivage entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre la « relance ». C'est-à-dire le patronat et les syndicats d'un côté. Le gouverhement de l'autre. Sauf que, dans toute cette affaire, les débats sont faussés de deux manières.

D'abord le fait que le patronat exige du gouvernement des mesures de relance économique ne veut pas dire que, brusquement, les intérêts de l'un et de l'autre divergent fondamentalement,

LE PROJET DU GOUVERNEMENT

En réalité, l'un et l'autre cherchent à assurer à la bourgeoisie française un établissement durable du taux d'exploitation des travailleurs à la faveur de crise économique actuelle. Conjoncturellement, patronat et gouvernement peuvent envisager la question sur un plan différent.Pour le premier, il s'agit de défendre aujourd'hui les « canards boiteux » de l'industrie, c'està-dire les petites et moyennes entreprises asphyxiees renchérissement du crédit. L'équilibre du commerce extérieur est le dernier de ses soucis. D'où la volonté d'obtenir des mesures qui favorisent une reprise de l'activité économique. C'est à quoi répondent les mesures récemment annoncées par Chirac. A savoir une relance du secteur du bâtiment, qui est celui qui a connu le plus de licenciements collectifs et de faillites d'entreprises depuis six mois, par le biais de la construction sociale (programmation HLM facilitée par des mécanismes divers...). Ainsi qu'une incitation à l'investissement par le biais des impôts touchant les entreprises. Pour l'État et le gouvernement au contraire, le seul qui compte est rétablissement de l'équilibre extérieur. Peu importe que certaines entreprises soient obligées de fermer leurs portes. D'où la volonté de lutter contre la hausse des prix pour que l'industrie française reste compétitive à l'étranger. Et des mesures d'aide aux secteurs exportateurs comme le relachement du crédit officiellement annoncé par Chirac.

par-delà les divergences ponctuelles entre la défense de la petite entreprise et la défense de l'intérêt national, reste pour le patronat et le gouvernement une même cible: les travailleurs. L'objectif primordial pour 1975 étant de s'attaquer de façon significative à leur niveau de vie afin d'obtenir une meilleure rentabilité du capital. Dans le cas du petit patron étranglé et de l'équilibre extérieur menacé, toujours revient la même réponse : il faut modérer la hausse des salaires, le chômage est inévitable, la crise est un mauvais moment à passer, serez-vous la ceinture et tout ira mieux ensuite.

QUANT AUX REFORMISTES...

C'est à ce niveau qu'est faussé, d'une deuxième manière le débat sur la relance, les directions syndicales et les réformistes en effet, entren dans le jeu en demandant au gouvernement de relancer l'activité. Dans ur de « responsabilité », ils expliquent la « rentabilité » économique de telles mesures. Pour le PCF et la CGT, c'est l'après-mai 68 qui est cité en exemple : « On a augmenté les salaires et l'économie s'est trouvée réactivée du fait d'une consommation supplémentaire. Faites la même chose maintenant pour que la croissance reprenne » expliquent-ils, sous-entendu « relancez, le système marchera mieux, vous pourrez augmenter vos profits ». Plus raisonnable, le PS réclame une relance « sélective » qui permette de dépasser la crise, tout en en profitant pour réorganiser l'appareil productif français. Dans l'un et l'autre cas, entrer dans le débat signifie une logique d'acceptation du système et d'amélioration de son fonctionnement.

Les travailleurs n'ont pas à entrer dans cette logique-là. Le débat « relancera-relancera pas » est une diversion par rapport aux mesures qu'exige la situation. Les travailleurs ne sont pas responsables du mauvais tionnement de l'économie capitaliste. Ils n'ont donc pas à faire les frais de la crise. Les patrons et l'Etat doivent payer. De même, les travailleurs n'ont pas à prendre position pour la relance en justifiant les mesures demandées par le fait qu'elles permettent à l'économie capitaliste de mieux tourner. Ils ont, au contraire, à défendre leurs revendications de classe sur la défense de l'emploi, sur le maintien du pouvoir d'achat. Si les capitalistes ne peuvent pas les satisfaire, ils n'ont qu'à laisser la place.

QUI NE REGLENT RIEN

Et ce ne sont pas les aumônes, généreusement accordées par Giscard en février dernier, annoncées pompeusement comme le début de relance, qui peuvent répondre aux exigences de l'heure. Les mesures de relevement des pensions-vieillesse et des allocations familiales ne sont pas encore entrées en application alors que les prix continuent d'augmenter (+1,2 % en janvier, + 0,8 % en février). De toute façon elles ne serviront qu'à combler une partie de la détérioration du pouvoir d'achat subie depuis juillet 1974. Même chose avec les aides spéciales aux agriculteurs qui, eux, ont vu leur niveau de vue baisser de 15 % l'année dernière. Et ce n'est pas le petit relâchement tout récent tout crédit à la consommation qui permettra aux travailleurs de mieux vivre, alors qu'en même temps, les salaires n'augmentent plus aussi vite que les prix. Au quatrième trimestre 74, le salaire horaire a, en effet augmenté de 3,5 % contre 3 % de hausse des prix, mais sans tenir compte de la baisse de la durée du travail. En l'incluant dans le calcul, on aboutit alors à une baisse du pouvoir d'achat sur l'ensemble du trimestre pour la première fois... depuis mai 68. S.L.



UNE CAMPAGNE DE TOUS LES INSTANTS



I' « équilibre économique ») doivent se

voir opposer le mot d'ordre des 35

heures sans diminution de salaire. Celui-

ci se rattache à l'objectif du salaire

mensuel garanti, intégrant les primes et

les heures fupplémentaires. C'est d'ail-

leurs ce mot d'ordre que nous avançons

pour la lutte contre le chômage partiel

travail est (pour une part), la

conséquence, en régime capitaliste,

d'une élévation considérable de la

productivité du travail dont devraient

bénéficier les travailleurs. Aussi, le mot

d'ordre de réduction des cadences.

pour l'augmentation des effectifs,

s'ajoutant à la réduction de la durée

hebdomadaire du travail, doit viser

ouvertement au partage du travail entre

toutes les mains ouvrières disponibles.

Mais il n'y a pas de recettes toutes

faites pour la réalisation d'une telle

stratégie des luttes fait largement

sidérer les nombreuses luttes éparses

suscitées par la situation de l'emploi

comme autant d'éléments d'une cam-

pagne active. La lutte des travailleurs

de la SNPA à Lacq (Rouge nº 286 et

nº 289), celle des travailleurs de la

Saviem (Rouge nº 286) sont autant

d'exemples qui doivent être répercutés

et amplifiés dans le cours d'une cam-

par un nombre important de fermetures

de petites et moyennes entreprises.

Darboy, Manuest, Piron-Bretoncelles,

Big-Chief, Everwear, à chaque fois les

travailleurs ont emprunté la voie ouverte par Lip. Et à chaque fois que les

directions syndicales ont évité cette

voie, elles ont conduit à la débacles :

c'est ce qui s'est passé entre autres

avec la fermeture de Larousse et de la

Néogravure dans le secteur de l'in-

dustrie graphique. Ici, les choses ne

sont pas simples: lorsqu'il s'agit de

petites entreprises produisant des biens

de consommation, la solution qui ap-

paraît le plus clairement est la défense

de l'outil de travail en occupant les

lieux, en prenant le contrôle des stocks

et, pour tenir, en les commercialisant.

Mais cette solution ne peut guère être

appliquée partout : on voit mal les

ouvriers de Rateau vendre des turbines

ou ceux de Schlumberger commercia-

liser des « échelles de comptage » ou

des « blocs intégrateurs » ! En fait, la

réponse aux fermetures d'entreprises

est la nationalisation sans indemnité

ni rachat des usines et leur mise sous

contrôle ouvrier. Mais entre la

situation présente pù les directions

ouvrières bloquent un tel mot d'ordre et

les conditions de sa réalisation, se

placent toutes les luttes exemplaires

que nous avons mentionnées; exem-

plaires, elles le sont par le type

d'initiatives prises impliquant que les

travailleurs voient plus loin que leur

poste de travail et revendiquent le droit

Actuellement, la récession se traduit

pagne permanente pour l'emploi.

C'est pourquoi il faut con-

revendication, et en ce sens une

défaut

Mais la situation sur le marché du

ou technique (voir Rouge nº 291).

Depuis plusieurs mois, Rouge a consacré une part importante de sa rubrique ouvrière aux luttes pour l'emploi et a fait une large place (trop petite encore...) aux différents aspects du chômage et aux réponses à lui apporter. Nous essayons, aujourd'hui, de dégager de tous les matériaux réunis dans ces colonnes, les thèmes et les modalités d'une campagne permanente sur l'emploi.

Cette campagne, en effet, ne saurait se limiter au moment où une usine ferme ses portes ou à un accroissement soudain du chômage partiel. La permanence de la lutte contre le chômage tient au fait qu'il est la conséquence sociale majeure de l'actuelle récession et que toutes les catégories de travailleurs sont touchées par la situation sur le marché du travail : les jeunes en quête d'un premier emploi comme les plus âgés poussés vers la pré-retraite, les O.S. et particulièrement les travailleurs immigrés de l'automobile et du bâtiment comme les techniciens de l'électronique (Schlumberger par exem-

PROPOSER DES **OBJECTIFS**

D'abord menée en direction des principales concentrations ouvrières. une telle campagne doit proposer des perspectives claires pour les mobilisations en cours ou à venir. Le premier mot d'ordre à mettre en avant, c'est bien la réduction du temps de travail.

Toutes les tergiversations des directions réformistes sur le thème d'une diminution « progressive » du temps de travail (le « progressivisme » visant à ne bousculer outre

POUR LES LUTTES

ASSURANCES

L'URGENCE D'UNE RIPOSTE GENERALE

Chaque année, le patronat des Compagnies d'assurance propose a la signature des syndicats un accord tendant à intégrer partiellement les revendications des employés en vue de se proteger contre d'éventuelles luttes revendicatives. Cette année, le contrat comporte la garantie du pouvoir d'achat jusqu'à 8 % (indice INSEE) de hausse du cout de la vie, une progression de 1 % de ce pouvoir d'achat, une prime de av-cances d'un demi-mois avec 975 F minimum, une progression des bas salaires permettant d'atteindre 1.500 F minimum en septembre. La CFTC, FO, la CFDT cadres et la CGC ont signé cet accord. Mais l'ensemble des mesures partielles proposées ne correspond pas aux revendications formulées par la CGT et la CFDT qui ont refusé leur signature. Ce qui est exigé en effet par la CGT, c'est une grille des salaires à partir de 1.500 F. d'augmentation avec un minimum de 200 F, une prime de vacances de 1.500 F et l'échelle mobile des salaires sur la base d'un indice négocié. Quant à la CFDT, sa plate-forme comporte les 1.700 F minimum, 300 F d'augmentation égale pour tous, l'échelle mobile sur la base de l'indice syndical et la semaine de 35 heures.

Malheureusement, si les plate-formes syndicales sont correctes, les perspectives de mobilisation sont évidentes et la direction de la CGT a elle-même procédé à des exclusions de travailleurs combatifs, tentant même de dissoudre des sections syndicales trop en pointe à son goût. Toutefois, des luttes sectorielles éclatent, notamment contre les conditions de travail.

UAP-Défense : depuis deux semaines, lutte contre la surcharge des locaux. Au Nord, les archivistes ont montré l'exemple et obtenu 200 F bauche de personnel et une demi-heure de pause chaque jour. De nombreux services ont débrayé pendant dix jours pour les 1.500 F minimum, 200 F d'augmentation. la cinquième semaine de congés. l'augmentation de la prime de garde d'enfants et la prise en charge réele des frais de transports.

A la Zurich : depuis quatre semaines. un mouvement est enclenché pour une révision des classifications, une plateforme revendicative proche de celle de la CFDT et des objectifs concernant la surcharge des locaux et la formation professionnelle.

A la Capsavie : l'ensemble du personnel a débrayé pour obtenir 200 F d'augmentation pour tous et la cinquième semaine de congés payés.

Aux AGF après trois semaines de conflit, les dactylos ont obtenu 100 F pour tous et une prime de technicité.

Mais les patrons des assurances tentent d'enrayer ce développement des luttes sectorielles en refusant de recevoir les délégués, en procédant à un rigoureux contrôle des crédits d'heures des délégués du personnel, en pratiquant la mise à pied, voire le licenciement de délégués et militants syndicaux. Ceci ne rend que plus urgente une riposte généralisée d'autant que les revendications des employés sont les mêmes d'une entreprise à l'autre.

Correspondant

retrouvent empiriquement dans la lutt cela aussi est un élèment d'une campagne pour l'emploi. UNE CAMPAGNE LARGE

de regard et de publicité sur les livres de comptes patronaux. Elles le sont aussi par toutes les formes d'autoorganisation que les travailleurs

La campagne contre le chômage. centrée sur les quelques mots d'ordre que nous avons mentionnés ci-dessus. ne se limite pas au terrain des grandes usines. Elle doit s'étendre largement jutour d'elles : en direction des centres de tri postaux et des Chèques postaux où se pose le problème des effectifs insoffisants et de l'auxilariat. En direction des services hospitaliers où le déficit des effectifs entraîne un véritable surmenage des personnels infirmiers d'une part et une dégradation des conditions d'hospitalisation dont les travailleurs sont les principales victimes. En direction des petites et moyennes entreprises ou, souvent, jusqu'à la limite du dépôt de bilan, les patrons exigent 48, voire 50 ou 54 heures de travail de leurs ouvriers chaque semaine. Comment, au moment où il y a 1.200.000 chômeurs, des entreprises peuvent-elles manquer de personnel et être le lieu d'une surexploitation des travailleurs que l'on abrutit par un nombre invraisemblable d'heures supplémentaires ? C'est aussi cela la campagne contre le chômage : il s'agit ici de mettre en évidence l'incurie capitaliste dans tous ses aspects.

Mais nous ne nous adressons pas seulement à ceux qui ont du travail. La question des revendications des chômeurs est aussi à l'ordre du jour (voir Rouge nº 288). Déjà, de nombreux lecteurs de notre journal s'interrogent sur la manière d'organiser pour la lutte les chômeurs de leur localité. Lá encore, rien n'est simple car nous avons tous à redécouvrir une tradition perdue. Ce serait aux responsables syndicaux de prendre l'initiative d'organiser les chômeurs, dans le cadre des U.L., pour l'application à tous de la loi sur l'indemnisation du chômage (loi du 14 octobre 1974) dont il faut abroger toutes les dispositions restrictives (voir à ce sujet le « Cahier de la Taupe » nº 2 - janvier 75). Mais cette conclusion de notre précédente étude est encore approximative, car elle ne rend pas compte de l'inertie des responsables syndicaux au niveau des U.L., de leur refus, avoué ou non, de prendre des initiatives précises dans le sens indiqué. Ceci ne doit pas nous décourager : il faudra sans doute commencer par s'adresser directement aux chômeurs qui viennent dans les bureaux de l'Agence nationale pour l'emploi ou qui font la queue aux portes des entreprises, à 150 ou plus pour un poste à pourvoir. Il faudra aussi s'adresser aux futurs jeunes chômeurs des CES et des CET. Il faudra alors commencer à les réunir, autant que possible dans les locaux des U.L., élaborer avec eux les revendications qui leur sont propres et es faire connaître dans les entrepr et les quartiers. Il est probable que, dans un premier temps, les reponsables syndicaux se borneront à donner une caution « légalisante » des initiatives de chômeurs dont l'organisation aura pour un temps un caractère autonome, restera un temps coupée du gros des travailleurs en activité. Mais ce sera aussi une exigence des chômeurs que de n'être pas coupés du reste des travailleurs et donc de la vie syndicale.

Il n'y a pas d'attendre que des luttes éclatent pour entreprendre une campagne de tous les instants, une campagne contre le chômage. Multiplier les initiatives, propager les mots d'ordre, populariser les luttes exemplaires, la campagne systématique contre le chômage et pour la garantie du pouvoir d'achat, tout cela doit viser à la jonction des luttes de ceux qui ont un emploi et de ceux qui en sont privés. C'est la seule logique qui puisse éviter une division grave au sein de la classe

ouvrière.

A. VALLON

RENAULT:

POUR RIPOSTER A DREYFUS ET CHIRAC: DES MOTS OU DES LUTTES?

La contre-offensive de la direction de la Régie Renault se poursuit de plus belle. Après les licenciements de dix-sept travailleurs dont trois délégués, ce sont à nouveau deux délégués qui ont été sanctionnés par des jours de mise à pied.

Le chômage forcé de dizaines de milliers d'ouvriers s'amplifie dans toutes les usines. Les dirigeants du syndicat C.G.T. du Mans se voient pour-suivis en justice. Les négociations promises pour le 18 mars sont reportées au calendes en attendant que les travailleurs redeviennent sages : la porte de sortie qu'espéraient les directions syndicales est ainsi brutalement refermée. Où s'arrêtera l'escalade de la direction de la Régie Renault ? C'est la question qui est posée devant tous les travailleurs.

AVEC CEUX DU MANS

Face à cette contre-offensive, les travailleurs du Mans poursuivent la lutte. Lundi matin, les O.S. du matin ont décidé la pousuite de leur action pour obtenir 250 F pour tous. Ce faisant, ils ont dit non aux suggestions de la C.G.T. métallurgie pour qui des formes de lutte plus souples devraient être adoptées.

Dans leur action résolue, les travailleurs du Mans se trouvent isolés. Leurs justes revendications ne sont pasreprises par les syndicats centraux de la Régie, dont la C.G.T. qui préfère négocier sur une enveloppe globale. Le fait que les syndicats n'essaient pasréellement de généraliser le mouvement contribue ainsi à isoler ceux du Mans qui se trouvent être les seuls à avoir la tactique efficace : celle de la lutte.

Depuis huit semaines, la question de la généralisation de la lutte est la question centrale.

Au début de l'offensive ouvrière, elle était objectivement nécessaire. Les conditions de mobilisation et de combativité la rendaient possible. Ne parlant que des négociations raisonnables dont il fallait avancer la date, brisant les luttes les plus avancées de Billancourt, parmi les O.S. comme parmi les professionnels, les directions syndicales ont consciemment désorganisé le mouvement. Elles ont épousé l'attentisme des couches les moins avancées, elles ont brisé la confiance en leur force des travailleurs combatifs. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions. que les O.S., que l'on oblige à reprendre le travail sans avoir rien obtenu, soient réticents devant les actuelles initiatives syndicales.

Le bilan de cette tactique est clair: à mesure que les semaines passent, la généralisation de la lutte est de plus en plus nécessaire, mais les conditions de mobilisation la rendent de plus en plus difficile à réaliser.

UNE AGITATION BROULLONNE

Devant cette situation, les directions syndicales cherchent à s'en sortir par une agitation brouillonne qui, en fait, contribue à désorganiser la nécessaire riposte ouvrière. Ainsi, avancer l'idée d'une manifestation de solidarité des travailleurs des Hauts-de-Seine n'est pas faux en soi. Mais faire tourner le 20 mars trois mille manifestants dans les

rues de Boulogne avec une faible participation des ouvriers de l'usine Renault, et affirmer ensuite dans un tract que c'est la manifestation la plus importante depuis dix ans dans la ville de Boulogne, c'est ce moquer du monde! Plus grave, c'est dévoiler une faiblesse réelle. La réponse de Dreyfus ne s'est pas faite attendre : le lendemain, il intentait un procès aux responsables C.G.T. du Mans.

De même : il est prévu pour le mercredi 26 mars, une nouvelle manifestation, mais sans même de grève. Cette fois-ci elle est appelée par la C.G.T. Région parisienne et s'adresse à tous les travailleurs. Si c'est un nouveau moyen pour la seule C.G.T. de redorer son blason, ce sera à nouveau un échec cuisant dont les travailluers feraient les frais

QUELLES PERSPECTIVES ?

Compte tenu de l'importance du test que constitue la lutte à Renault, la solidanté agissante du reste de la classe



la manifestation du 19 mars 75 à Boulogne-Billancourt

ouvrière est tout à fait nécessaire. Mais il faut l'organiser dans l'unité et dans le seul souci de servir les intérêts des travailleurs. Alors une mobilisation effective aura lieu et les manifestations deviendront autre chose que de maigres rassemblements où les délégués syndicaux sont plus nombreux que les travailleurs du rang l

«Le P.C. attaque tous azimuths » clament Giscard, Chirac et la presse à leurs ordres. Le tranchant de l'offensive du P.C. est bien émoussé et Chirac crie d'autant plus fort qu'il sait parfaitement qu'il ne court aucun risque.

Face aux vociférations anticommunistes de Chirac et face à ses attaques contre les travailleurs, les grands mots qui sonnnt creux ne sont d'aucune aide. A Renault, ce sont des perspectives de lutte qui sont nécessaires. La généralisation de la lutte est toujours à l'ordre du jour. Dès maintenant des travailleurs discutent des possibilités d'une manifestation nationale où, par milliers, ceux du Mans de Cléon, de Sandouville, de Caen rejoindraient ceux de Billancourt. Il faut que l'exemple fourni par les travailleurs les plus com-

batifs puisse aider les autres. Alors la nécessité de la reprise de l'offensive généralisée serait comprise et deviendrait possible. Alors la solidarité agissante de la classe ouvrière pourrait se déployer autour des dizaines de milliers d'ouvriers de Renault en lutte.

Il est encore temps d'enrayer la contre-offensive de la direction de la Régie Renault et du gouvernement. Mais plus les jours passent, plus le temps presse.

DERNIERE MINUTE

La CGT métallurgie a réussi à imposer aux travailleurs du Mans de « changer leurs formes de lutte ». C'est une véritable capitulation des directions syndicales, que la direction de la Régie s'efforcera de transformer en déroute : elle n'acceptera des négociations que lorsque tout sera rentré dans l'ordre.

Quant à la manifestation parisienne, ce fut un bide comme il fallait le craindre l Pas plus de monde que la semaine dernière et pas plus de cent travailleurs de Billancourt.

GREVE DES RECENSEURS

Les 100.000 recenseurs sont recrutés essentiellement parmi des chômeurs, des jeunes, des étudiants, des travailleurs sous-payés qui veulent arrondir leur fin de mois. Ils sont eux-mêmes sous-payés par les mairies (qui disposent du budget): leur salaire est fixé au rendement (1,08 F à 1,25 F par questionnaire selon les mairies) sans aucune garantie (toute erreur annule le questionnaire... et la paye!) ni salaire minimum garanti.

De nombreux recenseurs parisiens s'insurgeant contre ces conditions (on leur a promis un pactole... et il s'avère que l'aumône sera beaucoup moindre que prévue: 400 à 900 F au lieu de 1200 F l) - ont lancé un mouvement revendicatif. Malgré leur isolement et leur éparpillement. Une plate-forme a été votée en assemblée générale par les recenseurs du 18° arrondissement, puis reprise par plus de 10 mairies de la Région parisienne.

Cette lutte a démarré trois semaines avant la fin du recensement et ce 26 mars, déjà plus de 300 recenseurs sont mobilisés. L'action de popularistion est (contacts avec organisations ouvrières, syndicales et politiques: une pétition doit être déposée au ministère de l'Intérieur, les syndicats de l'INSEE appuient les recenseurs : une conférence de presse est prévue). Issue de problèmes revendicatifs, cette grève ne s'y limite pas : les grévistes protestent contre l'utilisation policicère du recensement. En effet dans le questionnaire seule la « feuille de logement » est destinée à l'INSEE. L'intercalaire (qui précise le lieu de travail, la nationalité, etc... localisation précise pour les flics) est destinée aux mairies et au fichier du prince Poiniatowski. En outre, n'apparaît pas aux recensés un questionnaire d'immeuble; et des pressions sont exercées sur les travailleurs immigrés: une affiche prétend que le recensement permettra d'améliorer leur logement, leurs conditions de travail et la scolarisation !!!

Face à la protestation diffuse au sein de la population française, les pressions se multiplient sur les recensés (lettres des maires, menaces d'amendes et de tribunal, etc...); les agents de l'INSEE sont eux-mêmes soumis à des pressions continues (chantage à l'avancement, etc...).

Plus que d'autres, les recenseurs, travailleurs isolés, temporaires, surexploités, ont besoin du soutien de la population et du mouvement ouvrier. Leur lutte, menée dans des conditions de départ très difficiles, témoigne de l'approfondissement de la conscience de lutte contre le patronat et le gouvernement; elle est partie prenante de la lutte des travailleurs contre le chômage et la surexploitation.

Soutien aux rencenseurs en

lutte !

Non au recensement policier!

le 26-3-75 Correspondant



Les agents recenseurs du 18º arrondissement, réunis le 17 mars 1975 en assemblée générale, exigent :

un salaire minimum garanti de
 1.500 F pour la durée du travail effectué
 pour le recensement
 le bulletin individuel rétribué à

— feuille de logement à 1,00 F

- bordereau de maison à 1,00 F - une indemnité de déplacement de

23,00 F par mois

le paiement des heures de formation
 le salaire payé trois semaines au

maximum après la remise des dossiers. Il n'y aura pas de remise de dossiers avant totale satisfaction des revendications exprimées.

> Le Comité de recensement du 18ème

CONTRE L'ARROGANCE PATRONALE

Les travailleurs du secteur offset de l'imprimerie Georges Lang sont en grève avec occupation contre les licenciements et le chômage partiel (cf; Rouge N°292).

Aujourd'hui, alors que le patron se montre intransigeant et que la direction syndicale CGT laisse les travailleurs sans perspectives claires, la situation arrive à un tournant. Depuis un moment déja, la continuation de la lutte, le maintien de la combativité, les menaces qui pèsent sur d'autres ateliers posent avec acuité la question de l'extension du mouvement à toute l'entreprise.

L'arrogance patronale

Au moment où la restructuration de la Néogravure s'est soldée par 832 suppressions de postes, Lang entre dans la danse. La simultanéité de ces deux événements n'est pas fortuite. Lang pense que le moment est favorable pour faire passer ses plans, que la sanction de la lutte de la Néo aura semé le découragement et la désorientation chez les travailleurs. L'absence de

riposte centralisée lors de cette lutte et la politique de collaboration de classes pratiquée par le syndicat du Livre ne peuvent que l'encourager dans cette

En outre, comme l'explique Lang au CE, la concurrence se fait plus rude sur un « marché rétréci ». Alors que la Néogravure reçoit 65 millions de l'Etat. Selon la logique du profit, il faut rentabiliser et il n'est pas question de revenir sur les licenciements ni de garantir les 40 h.

Non seulement le patron refuse de revenir sur les 135 licenciements à l'offset, mais il en prévoit 150 autres pour l'année en cours, auxquels s'ajouteront 10 % de dégraissage dans tous les ateliers. Cela signifie qu'après l'offset, tous les secteurs subiront son sort si l'on laisse faire le patron.

Pour briser dans l'œuf toute possibilité d'extension de la lutte, Lang cherche à casser la grève de l'offset : lettres d'intimidation individuelles ouvriers, tentative d'organiser un vote par correspondance pour la reprise, chaque travailleur devant envoyer son vote chez un huissier!



L'attentisme de la direction syndicale

Si le patron s'engage aujourd'hui dans une telle voie, c'est qu'il estime ses marges de manœuvre élargiesparla tactique des dirigeants syndicaux de l'entreprise. Ceux-ci, en refusant de tracer une orientation claire et unifiante. en tentant de canaliser et d'épuiser la combativité dans des actions sans lendemain. encouragent l'arrogance patronale.

La marge de manœuvre de la direction syndicale, quant à elle, se réduit de plus en plus. Engluée depuis des années, comme la direction de la FFTL-CGT, dans une stratégie paritariste des actions de SUL s appuyant harcèlement, elle pourrait dans une période plus faste recolter quelques miettes. A l'heure de la restructuration et de la crise, le patronat durcit ses positions et tente de remettre en cause les acquis, s'attaquant à l'emploi et au pouvoir d'achat.

La tactique des coups d'épingle

ayant fait long feu, la direction syndicale se trouve donc placée par le patron devant ses responsabilités :

ou se maintenir dans l'inertie et refuser de donner aux travailleurs les moyens de vaincre en se contentant de quelques débrayages répétitifs :

ou s'engager à fond dans la lutte, s'appuyer sur la détermination de ceux de l'offset et la combativité qui s'est exprimée dans les autres secteurs, pour déboucher sur la grêve totale avec occupation de toute l'entreprise, à l'exemple de l'offset.

Pour l'extension

C'est l'orientation qu'a préconisée la Taupe Rouge dès le début de la grève de l'offset: Cette orientation est aujourd'hui reprise par des délégués et de nombreux travailleurs : des actions de soutien à l'offset ont eu lieu dans plusieurs ateliers. Le refus des dirigeants syndicaux se heurte de plus en plus à la volonté d'élargir la lutte.

Cela est maintenant rendu urgent, car attendre risque d'engendrer la démoralisation à l'offset et ailleurs ; cela permet d'autre part au patron de sortir ses travaux et de préparer le lock-

Aujourd'hui, le patron a accordé une entrevue au Comité Intersyndical du Livre Parisien et aux dirigeants CGT de la boite. On peut déjà prévoir que rien ne sortira de cette réunion. Lang ayant fait savoir qu'il était prêt à négocier sur tout sauf... sur les licenciements !

Demain aura lieu une AG pour décider des suites à donner à l'action. C'est dans le sens de l'extension de la lutte à toute l'entreprise qu'interviendront les militants révolutionnaires et la Taupe Rouge.

> Le 25.3.75 Correspondant

HAUDS . POINTS CHAUDS . POINTS CHAUL

EVERWEAR: LES TRAVAILLEURS TIENNENT BON!

Everwear, c'est la lutte de 200 travailleurs de St Quentin pour le maintien de leur emploi. C'est la lutte d'une usine du textile, employant une majorité de femmes et de jeunes. C'est une lutte exemplaire, tant par son objectif (pas un seul licenciement I) que par les formes de lutte adoptées (occupation, élection démocratique d'un comité de grève, remise en marche de la production. vente de cette production pour assurer un revenu aux grevistes).

Un arrêté d'exputsion, pris par le juge des référés, devait être rendu exécutoire lundi dernier Le patron a reculé devant la mobilisation des travailleurs. l'expulsion n'a pas su lieu. De toute vidence, la direction temporise, cher chant une porte de sortie qui pourrait être l'achat de l'entreprise par un groupe allemand. Le conflit risque de durer.

Etendre et renforcer la solidarité est d'une importance vitale pour la victoire des travailleurs d'Everwei

SOLIDARITE AVEC EVERWEAR EN

L'ENJEU AU PARISIEN LIBERE

Dans l'article consacré à ce sujet (voir Rouge N°292), quelques formules à l'emporte pieces peuvent conduite à une interprétation malheureuse. Nous disions notamment que l'apparition du materiel moderne dans la presse parisienne ferait voller en éclats le structure corporatiste de la FFTI e affai blussient du même coup l'hégémionie des bureaucrates à de cette fédération ouvrière. Nuaccons les choses il n'y a pas la de fatalité, surtout si le contexte devait être celui d'une victoire patronale sur la classe ouvrière de ce secteur C'est pourtaint cette. celui d'une victoire patronale sur la classe ouvrière de ce secteur C'est pourtant cetre fatalite que semblent confirmer la phrase selon faquelle « s'ils perdent la bataille «e presse contre Amaury ils lles bureaucrates tomberont a breve écheance ». Certes, la sante de l'article et la conclusion remettent les choses a leur place mais des camarades lecteurs pour la company de la conclusion de l'article et la conclusion remettent les choses a leur place mais des camarades lecteurs pour la company de la conclusion lecteurs ont fait remarquer qu'une in terprétation tendancieuse, sur la base if ex traits bien choisis de cet article, aurait pu nous faire dire qu'Amaiay, somme toute, avait un role progressiste en débarrassant les ouvriers du Livre de leurs burraucrates réfor mistes! Loin de nous une telle pensie et nous veillerons a consacrer plus de temps et plus de soin, a la redection et a la relecture des ar



ARGENTEUIL: LES TRAVAILLEURS DE KLEBER ET D'OTIS FACE A L'INTRANSIGEANCE PATRONALE

Les 300 travailleurs de Kléber Argenteuil sont en grève depuis le 17 février. Ils accupent leur entreprise pour 150 F d'augmentation uniforme, retour aux 40 heures. Tout a côte, les 250 travailleurs d'Otis occupent également. pour répondre aux menaces de chomage partiel que fait peser la direction. Jusqu'a présent, les travailleurs des deux boites se sont heurtés a un mur d'intransigeance de la part de leurs patrons respectifs. Reprenez le travail. on verra apres!

Plusieurs manifestations ont eu lieu a Argenteuil La dernière, aujourd'hui 26 mars, à la suite de faquelle les travailleurs ont décidé d'occuper le siège

Un effort considérable de solidarité financière et de popularisation doit être fait, pour assurer la satisfaction des revendications de ceux de Kleber et

ELEVES INFIRMIERES

REVENDICATIONS seconde année, pour le droit de ET MARCHE SUR PARIS

Le 23 mars, à Lyon, se sont réunies 150 élèves infirmiesos en psychiatrie venant de 26 écoles. La discussion a porté sur 5 points principaux : la répression, le statut de l'élève, le programme, la sélection, le brian des lut

Sur toutes ces questions, discussion est à lancer dans les écoles. d'autant qu'il n'y a pas encore de réponse achevée sur tous ces problèmes.

Mais des maintenant, la coordination nationale réunie le 23 mars appelle à la mebilisation

Contre la politique répressive du gouvernement : réintégration de tous les élèves exclus suppression des enquêtes policières et des entretiens psychologiques préalables à l'embauche.

Contre la politique sélective du gouvernement pour la suppression de l'examen de passage de première en

Contre le démantélement de la profession pour le maintien du cadre unique dans les hopitaux psychiatriques. pour un statut unique des travailleurs en formation.

- Contre la division entre élèves et diplomes, pour 1700 F minimum pour

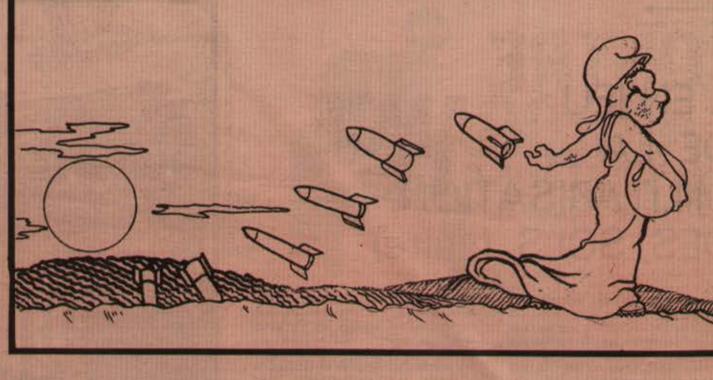
Sur ces quatre thèmes, les 150 élèves réunies à Lyon proposent l'organisation d'un rassemblement national a Paris avec marche en direction du ministère de la Santé vers la fin du mois de mai

Un secrétariat provisoire a été mandaté pour organiser la montée sur Paris et faire circuler les informations entre les écoles, Nous appelons les organisations syndicales à soutenir et à développer cette initiative et les objectifs reven dicatifs des éleves

Motion adoptée à l'unanimité des 150 elèves

(Cette initiative a été appelée par la coordination des éleves en lutte de Saint-Cyr au Mont-Dore et VinatierLARZAC, CANJUERS, FONTEVRAULT

L'ENJEU DE LA MILITARISATION



DES SOLS

Larzac, Canjuers, Rivesaltes, Fontevrault, Claix... le pouvoir n'est pas près d'avoir gagné la bataille de la militarisation des sols. Autant d'espaces, de sites que l'armée a prétendu s'attribuer et qui sont devenus dans des régions entières, voire pour des millions de travailleurs, le symbole de la résistance populaire à la militarisation des sols.

Les vagues successives de mobilisation aux côtés des paysans du Larzac; la radicalisation croissante des luttes contre les empiètements territoriaux de l'armée; les épreuves de force entre le pouvoir et une petite paysannerie combative qui se dessinent en de nombreux endroits à propos de l'expansionisme militaire; la solidarité agissante de militants ouvriers avec les paysans en lutte contre la militarisation des sols; tous ces facteurs le montrent à l'évidence: l'enjeu de ces luttes n'est pas spécifiquement écologique, zoologique, régionaliste... il est politique. Il s'agit, dans le plein sens du terme, d'un tyrrain de lutte politique contre le pouvoir. De ce point de vue, il requiert une attention permanente de la part des révolutionnaires.

Quels sont les aspects essentiels de la militarisation des sols ?

D'abord, il faut savoir que l'armée est, avec les 170.000 hectares qu'elle occupe, le plus grand propriétaire foncier du pays. Il ne s'agit pas simplement des camps réservés aux manœuvres et à l'entrainement de type Larzac, Canjuers... Il ne faut pas oublier le multitude des sites, bases, camps ou sont installés des casernes, des centres d'entrainement commandos, des silos de fusées, etc. Bref, de multiples façons, le complexe militaire occupe le terrain. D'une façon assez générale, il est remarquable que l'implantation, l'extension géographique de la présence militaire aillent de pair avec la désertification des régions concernées. Désertification sociale, économique... L'armée n'est nulle part aussi confortablement installée sur de vastes territoires que dans des régions que le développement inégal interne au pays a reléguées au rang de zones de troisième ordre. Avec le développement de l'Etat fort, ce processus s'est accéléré : la bataille pour l'extension du Larzac, l'extension du pamp de Canjuers dans une région vouée à l'abandon en portent témoignage.

PROVIDENCE DES MILITAIRES

De ce point de vue, l'exemple du Larzac est encore plus frappant : une région frappée par le chômage (1200 chômeurs à Millau), avec ses industries traditionnelles (ganteries, mégisseries) qui périclitent ; un exode massif de la

jeunesse, une vie sociale, économique, qui va en déclinant... Voilà la providence des militaires Cyniquement, le pouvoir, l'armée, spéculent sur la désertification sociale économique des régions présentées comme deshéritées par une fatalité inéluctable - pour en faire de hauts lieux de la présence militaire, des sortes d'enclaves où tout ce qui peut demeurer de lambeaux de vie sociale et économique viendra naturellement se réorganiser autour de l'armée, ses « besoins », son mode de vie, son ordre... Sur le Larzac, dans la région de Canjuers, militaires et pouvoirs publics n'ont pas lésiné à utiliser cet argument démagogique : « attendez que l'armée vienne s'implanter dans votre malheureuse région et vous allez voir tomber la manne céleste, refleurir le commerce. renaître une vie sociale animée, joyeusement rythmée par le son du clairon et les bordées du samedi soir »... Bluff sordide qui n'a vraiment convaincu personne, même à Canjuers où l'extension du camp et l'expulsion des villageois par dizaines n'a pas suscité de véritable lutte de masse : on ne fait pas revivre une région en faisant fleurir le commerce des illustrés pornos et du

En ce qui concerne le Larzac, Debré rêvait de faire des campagnes françaises un vaste camp militaire, il avait pourtant oublié l'essentiel: le projet d'extension du camp frappait de plein fouet un secteur d'activité économique en pleine extension, dynamique, moderne, celui de la production du Roquefort. Les petits paysans très entreprenants — petits

propriétaires et fermiers — qui lui avaient donné vie n'entendaient pas céder à un chantage qui débouchait sur ce qu'ils considéraient comme une spoliation de leur « outil de travail » ou encore une sorte de « licenciement collectif ». Un petit « détail » qui, en 5 ans, s'est transformé en un gigantesque défi lancé au pouvoir, en un terrain de bataille politique à partir duquel la question de la militarisation des sols a pu être posée globalement.

SANS RELACHE

Depuis 68, les efforts du pouvoir pour développer le patrimoine foncier de l'armée ne se sont pas relâchés. Quelques brillants résultats ont été obtenus : avec ses 35.000 ha, le camp de Canjuers est le plus grand d'Europe. A Avon (dans les Deux-Sèvres) l'armée dispose d'un camp de 800 ha. Elle en réclame 103 de plus. A Fontevrault, existe un camp de 2000 ha. L'armée en veut 2200 de plus. Dans les Pyrénées Orientales, l'armée propose d'échanger 250 ha utilisables pour construire une zone industrielle à Rivesaltes contre 2200 ha de garrigues pour faire un camp. Etc.

D'où vient cet acharnement à développer sans cesse les camps militaires dans ces régions durement frappées par le développement centrifuge du capital national ? Quelles sont les nécessités impérieuses qui poussent le pouvoir à courir le risque de susciter des mobilisations importantes pour gagner quelques milliers d'hectares de plus ?

Ces raisons sont nombreuses:

— Les camps militaires sont indispensables pour expérimenter les
armes nouvelles, notamment tout ce
qui est matériel lourd, semi-lourd,
chars, artillerie, explosifs... Toutes
choses essentielles quand on sait que la
France est le 3ème exportateur mondial
d'armes et se pique de ne vendre que
du matériel de grande qualité: le
matériel militaire que le gouvernement
français vend à l'occasion de l'exposition de Satory tous les deux ans à
des dizaines de pays étrangers a été
testé, perfectionné dans la quiétude des
vastes espaces de Canjuers, du Larzac,
etc.

GUEGUERRE

Les camps présentent un grand avantage pour les militaires : c'est que les civils n'y mettent pas les pieds. On peut donc, en toute tranquilité, y recréer les conditions de la guerre en temps de paix. Les manœuvres, la guéguerre fictive dans des zones

L'ENJEU DE LA MILITARISATION DES SOLS (suite)

habitées présente de multiples inconvénients : les civils sont toujours la pour créer des difficultés, soit qu'ils se mettent carrément en travers comme ces paysans qui n'apprécient pas qu'on saccage leurs vignes ou leur blé pour jouer à la contre-querilla, soit qu'ils refusent carrément de collaborer quand on fait des manœuvres qui requièrent leur concours avec les forces « loyales » contre les « rouges ». Dans le champ clos des camps, aucun inconvénient de la sorte: on peut passer aux travaux pratiques en toute tranquilité; ainsi, à Canjuers, on a gardé un village (évacué) intact, ce qui est bien pratique pour apprendre le combat en ville, apprendre à quadriller un bloc de maisons, évacuer les habitants, etc. Rien à voir avec la guerre civile bien sûr...

A Canjuers toujours, un thème d'exercice proposé à des corps d'élite était : « genre d'opération pratiquée pour lutter contre la subversion dans les territoires d'outre-mer ». Paras, légionnaires, commandos de toute sorte peuvent ainsi s'en donner à cœur joie sans s'exposer à des mésaventures comme celle survenue en 73 à un groupe de paras que la population d'un village du Tarn avait vu tabasser sur la place publique un soldat à bout de force attaché par une corde... A l'époque, l'affaire avait fait quelque bruit...

INTERNATIONALE

Les camps militaires, placés à l'abri des regards indiscrets, permettent également au gouvernement français d'honorer sa tradition d'hospitalité à l'égard de l'Internationale de la contrerévolution : troupes anglaises au Larzac. marines américains à Canjuers, « dans des conditions géographiques et météorologiques rappelant celles du Proche-Orient », il n'est pas de petits services qu'on ne puisse se rendre entre amis, tombant à point nommé pour effacer les mauvais souvenirs du retrait de la France de l'OTAN et rappeler que la solidarité militaire du monde occidental face à l'ennemi protéiforme qu'est la subversion, ca existe !



Et puis, ces régions « sousdéveloppées » à l'intérieur l'héxagone, ne cessent de s'affirmer davantage comme des régions « à problèmes ». Les explosions de colère des paysans bretons, des viticulteurs du Languedoc pourraient préluder, dans des périodes de tensions sociales plus amples, à de véritables mouvements insurrectionnels, prompts à balayer un pouvoir local impopulaire. De ce point de vue, la présence d'enclaves militaires nombreuses est un atout non négligeable pour le pouvoir central dans le cadre d'une stratégie d'affrontement. Il s'agit là d'un facteur essentiel qui montre à quel point la militarisation des sols est en définitive un aspect de la militarisation sociale une facon d'occuper des positions de force face à l'ennemi intérieur. Une telle militarisation en profondeur n'a pas seulement un sens en termes d'affrontements violents avec l'ennemi intérieur. Elle permet, y compris en période « normale » de réaliser une sorte de « quadrillage en douceur » par quoi les populations se trouvent accoutumées à une présence militaire constante, à des déplacements incessants de troupes, bref à une veille permanente de l'armée auprès de la vie civile...

SUBVERSION INTERNE

En ce sens, cet aspect de la militarisation sociale est une conséquence directe de la définition actuelle de l'armée comme instrument de lutte contre la subversion interne. Se montrer, montrer sa force en permanence est un élément du dispositif de dissuasion par rapport à l'ennemi intérieur. Sans compter qu'avec la liquidation de l'empire colonial français, les terrains d'expérimentation de la lutte contre la subversion doivent de plus en plus être trouvés à l'intérieur même de l'hexagone.

Enfin, la possession de vastes espaces en rase campagne permet à l'autorité militaire de maintenir une partie du contingent à l'écart des populations civiles, notamment urbaines. Cela est tout à fait important et rend beaucoup plus aisée la répression des mouvements de contestation qui peuvent se développer parmi les soldats dans ces espaces clos: pendant la grève des éboueurs, les soldats du camp de Frileuse étaient reconduits à leur ghetto aussitôt le sale boulot de jaunes terminé. Les centres d'entrainement de commandos, isolés des concentrations urbaines, peuvent aisément fonctionner comme de petits bagnes : témoin celui de Montlouis, dans les Pyrénées Orientales, isolé sur son promontoire.

Depuis quelques années, la militarisation des sols est devenue le terrain d'une radicalisation très ample et mutiforme. Les deux grands rassemblements sur le plateau du Larzac en ont été les principales bornes-témoins. Mais, tout autant que l'ampleur et l'aspect spectaculaire de ces manifestations, c'est une certaine dynamique politique qu'il convient de souligner, une évolution réelle de la radicalisation sur cette question, et les perspectives politiques nouvelles qu'elle ouvre pour les révolutionnaires.



A l'origine, l'hostilité de la petite paysannerie et des populations locales aux empiétements de l'armée ne se cristallise pas sur des positions politiques d'opposition au militarisme, à l'armée en tant que tels. Beaucoup plus simplement, il s'agit d'une protestation contre les dommages causés à l'environnement, aux sols (au Larzac les obus voient et se « perdent » un peu partout hors du camp actuel), contre les entraves faites à la circulation, l'endommagement des chaussées, le climat d'insécurité permanente entretenu par la présence militaire. l'envahissement, la dégradation des sites qui chasse les touristes, détruit la flore, chasse la faune, etc.

UNE APPROCHE GLOBALE

Une protestation élémentaire donc. qui, dans certaines régions (Languedoc, Bretagne) se combine avec le sentiment régionaliste cristallisé autour de l'opposition au pouvoir central, fauteur de sous-dé veloppement, d'asphyxie économique, culturelle, etc. sentiments régionalistes que commence à se développer à un niveau de masse dans la petite paysannerie, chez les couches moyennes en perdition, parmi les travailleurs une approche globale de la militarisation des sols et de ses causes: c'est sous le signe du fameux « Gardarem lou Larzac » que s'est développée dans le sud une sensibilité de masse à la question du Larzac.

Bien sur, cette radicalisation se trouve de ce fair marquée de certaines ambiguités, cristallisées par exemple dans le nationalisme abstrait et artificiel de courants comme Lutte Occitane (« Buvez du vin occitan » !) et des visions rétrogrades de la « nation occitane » (capitalistes et députés UDR inclus !) dressée contre l'Etat français...

FACTEURS POSITIFS

Néanmoins, dans le cours même de la lutte contre la militarisation des sols,

des facteurs autrement positifs apparaissent : le premier grand rassemblement sur le Larzac s'est fait sous le signe de la solidarité des luttes paysannes et des luttes ouvrières « Lip-Péchiney-Noguères-Larzac. combat'l », favorisant ainsi parmi la petite paysannerie le développement de courants favorables à la recherche d'une jonction de ses luttes avec celles de la classe ouvrière, accélérant l'éclosion d'une conscience anticapitaliste parmi les secteurs les plus avancés de la petite paysannerie propriétaire et non propriétaire. De la même façon, la radicalisation de ces secteurs de la petite paysannerie a permis dans la classe ouvrière et l'avantgarde révolutionnaire une prise de conscience réelle des problèmes de la petite paysannerie et encouragé une approche d'un point de vue de solidarité de classe de ces problèmes et de la question de la militarisation des sols. La mobilisation de secteurs entiers du mouvement ouvrier au côté des paysans du Larzac à l'occasion de l'épreuve de force qui se dessine manitenant est le résultat très positif de cette évolution générale, tout comme l'unité réalisée entre les paysans et des secteurs du mouvement ouvrier locaux à l'occasion d'autres luttes (Fontevrault

A l'occasion de mobilisations comme celle du Larzac, la petite paysannerie prend également conscience, par delà son éclatement et sa perception « localiste » de ses difficultés, de ses intérêts objectifs communs et de sa force. Elle commence à saisir à quel point le soutien du mouvement ouvrier lui est indispensable, au-delà des affrontements locaux et sans lendemain, au-delà de son isolement traditionnel, pour contraindre le pouvoir au recul.

Autant d'évolutions qui éclairent les luttes actuellement enclenchées contre la militarisation des sols comme un terrain d'affrontement entre les classes que les révolutionnaires peuvent considèrer comme porteur de grandes promesses pour l'avenir.

LARZAC 5 ANS DE LUTTE

Cinq ans déjà. Il y a cinq ans, le pouvoir annonçait sa décision d'étendre le camp militaire du Larazc. Et depuis, les 103 paysans luttent contre l'administration, l'armée et la police. En août 1973, des dizaines de milliers de paysans de travailleurs et de jeunes démontraient que, désormais, le Larzac avait dépassé sa signification première pour devenir un étendard de lutte, en Occitanie d'abord, dans le pays ensuite. En ce sens, la présence des LIP revêtait une importance toute significative.

Septembre 70: le ministre de la Défense, Michel Debré fait savoir, par les canaux de la télévision qu'il envisage l'extension du camp militaire situe sur le plateau du Larzac. Son but ?: passer de 3000 ha à 17,000 ha. En termes humains cela représente 107 exploitations agricoles confisquées soit 540 personnes jetées hors de chez elles. Les chars et canons ne peuvent parait-il pas se déployer suffisamment. Le Larzac sert de champ de tir aux armées françaises et anglaises. Pour les paysans mis à la porte c'est la misère assurée. Millau, la ville la plus proche connait déjà le chômage.

Aussi, bien que Debré ait signifié l'irrévocabilité de sa décision, les paysans refusent le diktat ministériel. Mai 71 : c'est la première marche sur le camp organisée de Montpellier à Millau.

Durant l'été les paysans réticents devant l'action précédente s'organisent et s'en vont manifester chez le maire UDR de La Cavalerie. Quelques mois plus tard, en novembre, c'est la première solidarité entre paysans et ouvriers. 6000 personnes participent à une manifestation dans millau, un exemple qui ne restera pas longtemps isolé. Mars 1972: sur 107 paysans expropriés, 103 signent un texte dans lequel ils affirment leur résolution d'aller jusqu'au bout.

Aussi en avril organisent-ils, pendant Pâques, une opération portes ouvertes. Le mot succès est faible puisque 5000 personnes venues de toute la région visitent les fermes, sympathisent avec la cause des 103. Pour ces derniers, la prise de conscience a été aussi rapide que le développement du soutien.

Au début, ils ne se sentaient guère très proches des « chevelus » et même des ouvriers. Désormais, les paysans du Larzac ont compris que leur combat était aussi celui du prolétariat. Et lorsque SAMEX de Millau se met en grève, les paysans apportent des vivres des fromages aux travailleurs du textile.

Et puis, petit à petit, le Larzac a sensibilisé toute la France et les comités de soutien ont fait des apparitions à Marseille, à Paris, en Occitanie. 10 d'abord, puis 20 puis 50...

Malgré les intimidations de la police, de l'armée promptes à matraquer ou à arrêter, les actions succèdent aux ac-

Le 14 juillet, 20.000 manifestants à Rodez pour fêter à la manière du Larzac la fête nationale. Mais nos « maîtres » ont la tête dure et le 27 décembre le Préfet réaffirme mordicus l'extension « d'utilité publique ». Une enqûete est alors déclenchée en octobre par les comités pour savoir si il y a utilité publique. Conclusion négative, les comités lancent alors un appel à une manifestation pour le 13 janvier à Paris. Les mots d'ordre sont « Non à l'extension du Larzac » « Non à l'armée de guerre civile » « Non à l'embrigadement de la jeunesse, etc ».

Des tracteurs partent de Millau. Le pouvoir alors fait bloquer les routes par des légions de CRS. La FNSEA làche alors les 103. Cependant, dans le Loiret, des paysans-travailleurs aident ceux du Larzac à amener les tracteurs sur la route de Paris. La manif de Paris est interdite mais deux meetings ont été prévus, l'un à Jussieu, l'autre à la Bourse du travail montrant ainsi la volonté des 103 à s'unir au mouvement ouvrier. Au dernier moment, la CGT et la FEN lâchent à leur tour.

Fin mai: les paysans reçoivent chaleureusement des Indiens de Wounded Knee qui vensient de se révolter contre les autorités américaines et deux militants de l'IRA. Du strict problème de l'expropriation à l'internationalisme, les 103 ont parcouru un long chemin, démontrant ainsi que pour les révolutionnaires, les travailleurs et les paysans, l'ennemi avait bien souvent un même visage et en particulier celui d'armées de répression au service de l'Etat bourgeois.

Mai-juin 73: passant outre les ordres de Debré, la première pierre d'une bergerie est déposée à L Blanquère (au centre de ce qui ne sera jamais le camp) et ce devant 3000 personnes.

En même temps, les 103 et les comités organisent pour août un immense rassemblement sur le plateau du Larzac.

Août 73: 100.000 participants pour le Larzac devenu ainsi le symbole de toutes les luttes. Sont présents les travailleurs de Lip, de Péchiney-Noguères, de Romans, les organisations politiques, anti-militaristes, des soldats du FSMAR, les paysans du Var, ceux d'Alsace.

En vérité, seul Debré pouvait réunir contre lui tant de personnes. Pour une fois, l'armée avait fait l'unanimité.

Les actions de solidarité vont se poursuivre durant toute l'année 73-74.

Un autre rassemblement aura lieu en été 74 moins nombreux certes, mais démontrant que la solidarité est toujours là, présente, prête à faire face aux mauvais coups du pouvoir. Entre temps Debré a fait place à Galley qui s'est fait supplanter-par Soufflet lequel a fini par se retirer au profit de Bourges. Tous ces ministres ont réaffirmé que l'extension aurait lieu. En janvier 75, les forces de l'ordre « protègent » à leur manière la mise en place d'adduction. Bilan: beaucoup de grenades et de matraques.

En riposte à l'enquête d'expropriation une journée Larzac est organisée dans toute la France le 15 mars. C'est un réel succès

 5000 manifestants à Paris
 Des dizaines de milliers dans le pays, à Millau la police a chargé.

Aujourd'hui, chacun sait que le pouvoir va vouloir en finir. Les comités redoublent d'activité. L'extension du Larzac ne doit pas avoir lieu. C'est au mouvement ouvrier tout entier de l'empêcher.

VERS L'EPREUVE DE FORCE

Au Larzac, l'épreuve de force est engagée. Le pouvoir est décidé à en finir rapidement. Aux prises avec des difficultés croissantes à l'intérieur de l'Institution militaire, il a cru trouver là une occasion de montrer sa fermeté et de marquer un point. Et ce d'autant plus que le Larzac a pris valeur de symbole du renouveau de l'antimilitarisme dans notre pays. Aujourd'hui, les obstacles administratifs et judiciaires à l'expropriation sont pratiquement tous levés, la procédure de cessation-explusion peut débuter en avril-mai.

A ce raidissement du pouvoir, a répondu un raidissement des paysans sur le plateau : les 103 soutenus par les paysans-travailleurs locaux s'installent dans l'illégalité : occupation d'une ferme et labour de terrains acquis par l'armée, travaux « sauvages » d'adduction d'eau, autodafé des registres du cadastreq; après l'attentat du lundi 10 mars, c'est le problème de l'auto-défense qui est posé.

L'enjeu de la lutte est d'autant plus important que le Larzac s'est aussi imposé comme le symbole de la jonction des luttes ouvrières et paysannes contre le pouvoir.

La situation actuelle requiert une mobilisation unitaire du mouvement ouvrier au côté des paysans du Larzac. Une telle mobilisation est la condition sine qua non pour que soit stoppé l'offensive du pouvoir. Les révolutionnaires doivent être au premier rang pour l'impulser.

Une telle mobilisation doit se faire sur des bases claires. Son but est explicitement le retrait inconditionnel du projet d'extension du camp, non la mise sur pied de laborieux compromis entre les notables « soucieux des intérêts locaux « et le cabinet de Bourges. Une telle mobilisation n'a de sens que réalisée sous le signe de la solidarité de pkm-classe ouvrière en lutte contre l'ennemi commun: le pouvoir, le militarisme, la domination capitaliste.

Le succès des mobilisations lors de la journée nationale d'action du 15 mars estb un pas en avant important pour le développement d'un mouvelent de solidarité unitaire. Le partisocialiste, la CFDT ont soutenu l'initiative des comités Larzac. A Montpellier, le PS et la CFDT ont accepté de participer aux côtés du CDA au cartel unitaire sontenant l'action du comité Larzac. Le PC, en revanche, après la prouesse de sa mobilisation « patriotique » contre la présence des marines à Canjuers, poursuit son cours sectaire en se retirant du comité millavois.

La mobilisation unitaire passe aujourd'hui largement par le développement de comités Larzac, organisation de masse au sein de laquelle se mobilisent dès à présent ceux qui comprennent l'importance politique du Larzac en 75. Les comités Larzac joueront au cours des mois à venir un rôle déterminant dans l'impulsion de la riposte aux initiatives du pouvoir. Les révolutionnaires et les anti-militaristes y seront présents à part entière et œuvreront à leur développement et à leur coordination.

ECHECAU CHAMP DE TIR!

Dans les Alpes aussi, la bataille contre la militarisation des sols est engagée. Après le Valgaudemar où des paysans furent inculpés pour avoir chassé l'armée de leurs terres, après Gap où l'armée prétend s'attribuer un terrain destiné à la construction d'un lycée, une lutte importante s'est engagée à Claix près de Grenoble, contre l'implantation d'un champ de tir. On lira ci-dessous l'interview d'un militant du CDA, actif dans le Comité de Défense du Peuil, le site menacé par l'armée.



Depuis bientôt trois mois, les habitants de Claix, (près de Grenoble) se sont regroupés au sein d'un comité de Défense. Ils refusent l'implantation d'un champ de tir au plateau de Peuil de Claix. Peux-tu préciser les résultats qu'aurait l'implantation de ce champ de tir pour la région?

Ce plateau, contrefort du Vercors, composé de bois et de prairies est en effet convoité par l'armée, qui souhaite un champ de tir proche des casernes, le champ de tir actuel devant être touché par les travaux de construction d'une autoroute dans la vallée.

Etant donné toutes les nuisances qu'entrainerait un champ de tir au Pénil : pollution des sources qui alimentent en eau plus de 5000 personnes, destruction de la faune et de la flore, disparition de l'agriculture, impossibilité d'utiliser les sentiers de promenade, développement dangereux du trafic sur de petites routes de montagne — étant donné tout cela, le comité de défense soutient que ce projet doit être abandonné.

De plus, le terrain concerné, comme un certain nombre d'autres existants dans la cuvette grenobloise, fait l'objet d'une recommandation du SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) visant à les conserver comme zones d'extension pour l'agriculture, zone verte et de détente pour l'agglomération.

Quelles ont été alors les formes d'action adoptées par le comité de défense pour empêcher la mise en place du champ de tir?

La lutte des habitants de Claix prend une allure vraiment offensive le vendredi 13 décembre quand un convoi militaire fait route vers le plateau pour y effectuer des « essais de tir » afin de « vérifier l'acoustique du lieu ». L'alerte est donnée par l'intermédiaire du curé du village qui fait sonner les cloches à toute volée. Très vite un barrage de voitures se met en place sur la route du plateau. Les militaires doivent rebrousser chemin. La gendarmerie suspend pendant quelques jours le permis de conduire de ceux qui ont mis leur voiture en travers de la route.

Une deuxième alerte a lieu rquelques jours plus tard, cette fois, une demi-heure après l'arrivée des militaires, il y a trente voitures et près de 100 personnes sur le plateau.

Depuis le 13 décembre des barrages permanents ont été mis en place sur les deux routes d'accès au Peuil. Les claixois se relaient pour y monter la garde de 4 h de l'après-midi à 4 heures du matin.

Une cabane de chantier chauffée et bien aménagée se dresse au bout d'un long virage en épingle à cheveux : c'est le barrage N°1. A l'intérieur il y a de quoi tenir un siège de 15 jours : des saucissons qui pendent au plafond, deux cageots pleins de boites de sardines, de pâté, de camemberts, des bouteilles de bianc et de rouge (sans compter la « réserve secrète » qui doit se tenir derrière la cabane quelque part sous un tas de fagots).

Au mur, des articles de presse, des photos d'Hara-Kiri sur l'armée et un dessin humoristique d'un habitant de Claix ridiculisant les militaires des photos érotiques et le tableau des tours de garde où chacun s'inscrit selon sa disponibilité.

L'ambiance est chaleureuse, nombreux sont ceux qui passent sur le chemin et font une halte au barrage. D'autres montent spécialement pour prendre des nouvelles.

Au cas où un convoi militaire se présente, les consignes sont claires : le retarder le plus possible en discutant pendant qu'un autre va téléphoner à la maison la plus proche. Un réseau téléphonique en forme d'arbre a été mis au point chacun sachant qui il doit prévenir, le curé du village est un des premiers avertis et il doit sonner les cloches. Si malgré les barrages, les militaires parvenaient à atteindre le plateau, la tactique adoptée serait de se disperser dans les bois et sur l'emplacement de tir pour empêcher les militaires de tirer.



le premier barrage sur la route du champ de tir

On occupe parfois les longues heures de garde à travailler le bois : des sièges et une table ont été confectionnés; mais aussi des fourches et une gigantesque fronde plantée devant la cabane qui semble menacer la route ; armes symboliques de la révolte.

Mais est-ce que la lutte a permis une prise de conscience par rapport à l'armée ? Par exemple, l'action a jusqu'à maintenant été dirigée contre le Préfet plutôt que contre l'armée. Dans quelle direction s'oriente le comité de défense ?

C'est vrai, l'action du comité de défense est actuellement dirigée en direction de l'administration. « Nous ne nous battons pas contre l'armée, mais contre le Préfet », déclarent ses responsables « contre le fait que l'on refuse de tenir compte de l'avis des principaux intéressés pour diposer de ce terrain ».

Cependant, depuis le début de l'action les claixois ont pris conscience que le problème était plus vaste qu'une simple incohérence de l'administration qui offre à la destruction un site qu'elle a auparavant décider de protéger. On ne dit plus que l'armée peut trouver un terrain ailleurs, le président du comité de défense, M. Teppe, paysans du plateau déclare : « Nous ne disons pas à l'armée d'aller prendre un autre terrain, ce n'est pas notre problème. Nous demandons aux militaires de rester chez eux, ils ont suffisamment de champs de tir et de manoeuvre ».

Les fréquentes rencontres avec des groupes écologiques de la région favorisent la prise de conscience. Notamment avec les défenseurs de la « colline verte » encore une zone verte et « protégée » qui a commencé à etre éventrée par une carrière de 43 hectares sous la protection des flics l Cette colline a été occupée pendant plus de trois semaines par des jeunes qui y campaient jour et nuit pour empêcher les bulldozers de commencer leur oeuvre de destruction, le Préfet a envoyé la police. En l'apprenant, les gens du Peuil on dit : « Il va falloir y aller ». Une affiche significative a d'ailleurs fleuri à la colline verte : « Armée, capital, un même ennemi », « Peuil, colline verte, même combat ».

Cinq des membres du comité de défense du Peuil ont aussi assités à l'assemblée du Conseil régional qui s'est récemment tenue à Lyon pour discuter de l'implantation de centrales nucléaires dans la région Rhône-Alpes. Ils étaient en tout 10 pour contester les informations tendancieuses des représentants de l'EDF. Plusieurs cars de police les attendaient à la sortie.

La lutte semble encore prendre une dimension supplémentaire avec la volonté qui s'est exprimée à la dernière assemblée générale des habitants de Claix de se solidariser avec les paysans du Larzac par une lettre et des interventions lors des 6 heures sur les minorités nationales et de la projection du film « Gardarem Lou Larzac », prochainement à Grenoble.

Pour terminer, quel rôle ont joué les anti-militaristes dans le soutien aux claixois?

Le soutien des anti-militaristes aux claixois s'est déjà affirmé par la création d'un comité de soutien à l'initiative du CDA et du CAM.

Certes, certains membres du comité de défense du Peuil répètent qu'ils ne sont pas anti-militaristes, mais ils admettent aussi que si ça se complique (si l'armée investit le plateau de force par exemple) ils risquent de le devenir.

DISPARITION D'UN **GENDARME**



Alors que Kissinger quittait le Moyen-Orient sur un constat d'échec, les Etats-Unis perdaient en même temps, leur plus fidèle allié : Faycal, souverain d'Arabie séoudite assassiné par l'un de ses neveux. Le coup est rude pour l'impérialisme, car le roi avait réussi grâce au pétrole à acquérir une position de force dans la péninsule arabique et plus généralement au Proche-Orient.

Un cinquième des réserves mondiales de pétrole, un régime féodal et religieux ne tolérant aucune opposition, tel est le visage actuel de l'Arabie Secudite.

LE GENDARME DE LA PENINSULE

L'assassinat de Fayçal risque de brouiller les données politiques que les

place durant la dernière décennie. De par sa production de pétrole, la place du pays, geographique Séoudite avait réussi à se tailler au sein de l'OPEP, une place prépondérante. Lors de la dernière crise pétrolière,

le roi Faycal avait personnellement dirigé les opérations, refusant d'aller contre les intérêts de ses alliès americains. L'action du souverain ségudien avait ainsi contre-balancé au profit des USA, celle de pays comme

Etats-Unis avaient patiemment mises en

l'Arabie

Le Pentagone n'avait pas lésiné sur les moyens pour accorder à l'Arabie armes et matériels techniques, moyennant bien entendu quelques facilités dans l'extraction de l'or noir.

Second aspect de Faycal celui du gendarme de la péninsule arabique à côté de l'Iran. Non seulement, il fit regner la terreur dans son pays, mais il contribua très largement à « maintenir l'ordre dans la région ».

Ses « conseillers » participent actuellement à la lutte contre l'héroique combat du peuple d'Oman, Il favorisa la création de la Fédération des Emirats qui regroupent une multitude d'anciens émirats microscopiques.

Mais le rôle de Fayçal ne s'arrêta pas là : arabe croyant fanatique, il aida financièrement certains régimes comme l'Egypte et la Syrie contribuant à une

solution réactionnaire du problème palestinien.

UN TRONE VIDE

Il est incontestable que la personnalité du souverain avait facilité ce rôle prépondérant.

Croyant jusqu'à en interdire l'introduction du progrès dans son pays, issu d'une tribu bédouine, conservateur des traditions féodales, il avait réussi grâce aux richesses de son pays à s'entourer d'une légende qui facilitait ses tractations dans le monde arabe.

Sa mort laisse un vide qui ne sera surement pas comblé par le nouveau roi Khaled, Ce dernier personnage falot, malade épris de courses de chameau ne rendra pas d'éminents service à la cause impérialiste. L'homme fort du régime est désormais le premier ministre qui devra faire face à une contestation intérieure d'une nouvelle jusqu'ici releguée bourgeoisie l'arrière-banc de la politique.

A l'extérieur, il devra continuer sur la lancée du roi assassiné. Une lourde tâche pour le premier ministre. Avec la mort de Fayçal, les USA se pencheront de plus en plus vers l'Iran. Ils viennent de perdre l'un de leurs plus fidèles alliés, les révolutionnaires ne peuvent

que s'en réjouir.

Somalie DJIBOUTI HONTE

Pompidou l'avait dit durant une de ses tournées africaines : « Djibouti restera française! ». L'épilogue de la crise politique malgache de mai 72 imposait un départ des troupes françaises de la Grande lie et le gouvernement en une part importante sur Djibouti. La défense des intérêts français

dans l'Ocean indien et en Afrique Orientale faisait de Diibouti une base décisive de l'Etat-major

Pourtant depuis l'esbrouffe de Pompidou bien des choses ont changé. L'indépendance des colonies portugaises a favorisé une bataille diplomatique de certains régimes africains pour une « décolonisation totale du continent ». L'une des conséquences en aura été la reconnaissance par l'Organisation de l'unité africaine des deux mouvements liberation, le. Mouvement de libération de Djibouti et le Front de libération de la côte française des Somalies, ainsi que leurs titres d'observateurs à l'UNESCO.

Par ailleurs la situation en Ethiopie et lutte de libération nationale en Erythrée créent a l'échelle de la région les conditions d'une remontée des luttes

Dans la bataille diplomatique des régimes néo-coloniaux pour l'indépendance de Djibouti, le gouvernement somalien a été le plus virulent. Mais ce n'est la qu'un épisode de la bataille entre Mogadiscio et Addis Abeba, se disputant le droit de succession du colonialisme français.

En choisissant la capitale de la Somalie pour l'enlevement d'un ambassadeur de France, au moment où se déroule à Dibouti une « élection » partielle pour laquelle les réformistes de la Ligue populaire pour l'indépendance appelle à l'abstention, le Front désigne BUSSI dien les contradictions du colonialisme français que celles des régimes africains « anti-colonialistes ». forts en gueule mais pauvres en actes.

L'opinion française va donc découvrir Djibouti la honte, avec ses camps de concentration, ses barrages électrifiés et ses champs de mines. Il faudrait faire en sorte qu'elle ne l'oublie pas et pour ca. exigeons en premier lieu avec le Front la libération de Omar Elmi Kaireh et Omar Osman Rabeh.

Ce dernier, ancien chef de l'opposition a été faussement accusé de participation à un attentat contre Ali Aref. le fantoche local. Il fut condamné en 68 à la peine de mort Gracié, il croupit a perpétuité à la prison de Muret. Le statut politique lui est refusé. Le jury désigné par le gouvernement qui l'a condamné était composé pour plus de la moitié de Français ayant quelques « affaires » à Djibouti | Jugez-en : le directeur de la BNCI, celui de la Shell, un importateur grossiste, le directeur des Messageries maritimes et celui des affaires générales de l'Administration.

paysans

MIDI QUI BOUGE MIDI ROUGE

Rien ne va plus du côté des vignerons. Depuis janvier, ils manifestent de plusieurs façons leur mécontentement. Un des sommets de cette mobilisation fut le 17 mars ; à Montpellier, Perpignan, Carcassonne, des milliers de viticulteurs sont descendus dans la rue, et de violents affrontements ont eu lieu avec les C.R.S. Depuis, ils occupent la cathédrale de Montpellier, symbole de la lutte de 1907.

Ils réclament l'arrêt total de l'importation de vins étrangers, qui engorge le marché, entraîne une mévente, donc une chute des cours. Le gouvernement, fidèle à sa politique, tente de désamorcer le mécontentement par des concessions mineures, tout en montrant une attitude ferme contre les vignerons. Ainsi, le 17, à Montpellier, CRS et gardes mobiles bouclaient la ville, matérialisant aux yeux de la population ce qu'est la réalité de l'Etat fort.

Le comité régional d'action viticole (CRAV) l'a bien compris qui, craignant un débordement violent incontrôlable, pouvant prendre au sérieux les concessions du pouvoir, organise un rassemblement à Sète, qui regroupa près de 50.000 vignerons. Certes, cela a été le plus grand rassemblement depuis le 19 février 1970 à

Beziers mais se tenant dans une municipalité Union de la Gauche, sans objectifs précis, il représente un recul face à la fermeté du pouvoir. Au-delà de certains aspects conjoncturels, l'analyse de la viticulture méridionale, les rapports qu'elle entretient avec le capitalisme, révêlent la nature structurelle de la crise.

LA CRISE STRUCTURELLE

Le midi viticole a des problèmes précis, qui sont liés à la structuration de la viticulture en trois grandes catégories d'exploitations

la petite viticulture de caractère archaique, souvent à temps partiel, qui regroupe la majorité des exploitations : cette couche en voie de lente disparition a d'importantes capacités de résistance (double activité, frais de production peu élevés); plus que par le passé, grâce à ses contacts avec la classe ouvrière, elle est susceptible de se détacher des idéologies corporatistes.

une viticulture d'exploitation moyenne, familiale, à haute technicité dont l'avenir est incertain. Une partie s'endette de plus en plus et tend à être dépossédée de ses moyens de production. C'est des rangs de cette couche que se dégage une avantgarde paysanne qui se reconnaît dans le mouvement des paysans-travailleurs. Une partie de cette couche arrive à couvrir ses investissements à réaliser des bénéfices et sera la réalite viticole de demain.

- les grands domaines, valeur refuge pour le capital, migré un taux de profit assez bas, dans lesquels est surexploitée une main d'œuvre immigrée.

Profitant de la concentration capitaliste du négoce distributeur, impulsant par l'intermédiaire de l'Etat une concentration des coopératives viticoles, du négoce expéditeur selection des exploitants. bourgeoisie française met à l'ordre du jour la restructuration capitaliste de la viticulture.

Ainsi s'expliquent ces manifestations de grande ampleur. Elles expriment la volonté de lutte de différentes forces sociales de la viticulture, bien que sur des objectifs différents.

LES FORCES **POLITIQUES**

Traditionnellement. bourgeois qui dirigent la FNSEA jouaient un rôle tampon entre le capital commercial et les petits viticulteurs sur lesquels ils s'appuient. Ils sont allés jusqu'à organiser une violence de masse, sporadique, pour demander protection à l' « Etat-arbitre ». Or, la bourgeoisie n'a plus grand-chose à donner.

Ainsi ce bouleversement du jeu traditionnel a fait apparaître de nouvelles forces politiques

d'abord un courant moderniste : au départ majoritaire dans le CNJA à pris de plus en plus d'influence dans la FNSEA et représente l'avenir capitaliste l'agriculture.

Ensuite le MODEF, syndicat de défense des petits exploitants influencé par le PCF qui axe essentiellement ses mots d'ordre sur la lutte contre les monopoles du négoce et l'alliance de toutes les couches de la viticulture.

Enfin. les paysans-travailleurs qui, issus du courant moderniste et de ses contradictions a sa base essentielle dans la movenne viticulture. C'est le courant le plus radical orientation de lutte de classe . faiblement implantés dans la région, il subit l'influence des mouvements régionalistes et se contente d'une action propagandiste.

Mais malgré l'apparition de ces nouvelles forces, les notables conservent la direction du CRAV. Dernère ce fait, il faut voir le refus du MODEF (priorité à l'alliance des anti-monopolistel et travailleurs (compte tenu de leur faible implantation) d'introduire dans la lutte des mots d'ordre défendant les couches les plus défavorisées et pouvant opérer la jonction avec la lutte de la classe ouvrière

Ainsi, les mots d'ordre avancés par les notables repris par l'ensemble du mouvement sont flous : prix plancher pour la distribution à guichet ouvert, favorisant les exploitations modernes.

« Non aux importations de vins d'Italie», qui permet, bien que les notables s'en défendent, d'introduire le chauvinisme dans le mouvement et qui fait l'économie de la dénonciation de la collusion négoce français

Ces mots d'ordre sont soutenus par toutes les forces de la région, de l'UDR aux réformateurs en passant par l'Evêché et en terminant par l'Union de la gauche.

Cet unanimisme ne sert qu'à masquer les problèmes. Une fois le gros mobilisation passé (surtout par l'épuisement l'absence de perspectives), tinuation de la lutte contre la politique de restructuration capitaliste de la viticulture ne pourra se faire qu'en s'appuyant sur les franges de la petite et moyenne viticulture en jonction avec les luttes ouvrières et sans craindre de développer la lutte contre les représentants du capital à la campagne possesseurs de grands domaines, notables. Sans craindre les conflits avec la FNSEA.

Soutien aux paysans en lutte contre

la baisse de leurs revenus!

Pour un revenu garanti du travail! Correspondant Montpellier



le Parti Communiste

LE M.F.A. CON SON P

On peut s'interroger et spéculer sur les conditions de la tentative de coup d'Etat, le 11 mars. Une chose est certaine: la bourgeoisie restait divisée sur son opportunité. Les élections proches promettaient une majorité confortable aux partis bourgeois (PPD. PDC-CDS) et laissaient entrevoir la formation d'une coalition de centre gauche avec le PS, la mise à l'écart du PC, et à terme son exclusion du gouvernement. Cette perspective semblait de loin la plus sûre, parce qu'elle permettait à la bourgeoisie de mettre la légalité de son côté. D'autre part, il y avait, autour de Spinola, un secteur putschiste. On évalue encore mal ses forces, dont le gros n'a pas

engagé le 11 Plusieurs raisons peuvent expliquer la tentative précipitée de coup d'Etat : les succès récents de ces « modérés » au sein de l'armée, la crainte de la mobilisation des masses, en plein essor depuis janvier, et la conviction de forcer la main aux hésitants. Peut-être, les responsables du gouvernement et du MFA, informés à temps, ont-ils laissé faire ce coup providentiel en organisant sa défaite. Le fait est que le déclenchement d'un COUD d'Etat à midi est chose rare, et plus rare encore le fait que les soldats impliqués ignorent tout de leur mission, et parlementent, entourés civils, devant les caméras de télévision...

Plutôt que s'attarder sur les hypothèses, il faut mesurer les résultats. Et d'abord éviter la comparaison avec le tankazo chilien de juin 73 qui fut à Santiago une répétition générale : au Portugal la bourgeoisie a subi une lourde défaite politique, dans un contexte de mobilisation populaire. Le 11 mars constitue un tournant qui ouvre une situation pré-révolutionnaire.

D'abord, les partis bourgeois ont été discrédités, y compris le PPD. Et même s'il en souffre peu dans ses résultats électoraux, le verdict des armes a déjà perdu de son sens on sent bien que l'enjeu réel est ailleurs, dans les entreprises occupées, dans les assemblées de quartier et de village. Alvaro Cunhal, secrétaire général du PCP (Parti communiste portugais), ne déclarait-il pas devant un rassemblement monstre de militants au stade du 1er mai, le 16 mars dernier :

« Les élections ne décident pas de tout. Elles constituent une première expérience après un demisiècle de fascisme. Elles ont pour but d'élire une assemblée qui est chargée d'élaborer une nouvelle constitution, mais qui n'a rien à voir avec la formation du gouvernement et sa politique ».

DES FANTOCHES LUSITANIENS

Plus de 10 000 portugais se sont réfugiés en Espagne depuis le 28 septembre. Ces exilés ont subi défaite sur défaite. Le 11 mars, avec la fuite lamentable de Spinola, ils ont perdu leur candidat bonaparte, encore prestigieux, et grillé une précieuse cartouche. Désormais, la bourgeoisie portugaise devra œuvrer dans le moyen terme. Le PPD, dans ou hors la coalition gouvernementale, devient en fait un parti d'opposition, un cheval de Troie de la bourgeoisie, appelé à jouer, derrière une façade légale, le rôle de la Démocratie Chrétienne au Chili... Parallèlement, les exilés, les militants des partis de droite interdits risquent de regrouper leurs forces et d'entreprendre une politique de sabotage et de harcèlement contre les organisations ouvrières.

Car, si le péril de coup d'Etat est écarté pour l'immédiat, sa préparation pour le moyen ou le long terme, devient encore plus nécessaire qu'avant le 11 mars, pour les secteurs les plus lucides de la bourgeoisie.

En attendant, on va assister à un véritable enchevêtrement de pouvoirs juxtaposés et parfois rivaux. Il y a déjà le gouvernement de coalition, exécutif en titre, qui exprime le compromis du moment entre les diverses forces politiques. Il y a le Conseil supérieur de la révolution, émanant du seul MFA, et qui a pris, par dessus la tête du gouvernement les dernières mesures importantes (nationalisations, suspension de partis). Il y aura l'Assemblée Constituante, dépourvue en principe de pouvoir direct, mais qui, seul organe élu, peut un jour se prévaloir de sa « représentativité » pour exiger un tout autre rôle. Il y a enfin, ces Commissions de travailleurs, ces assemblées de quartier diverses, qui déjà, bien que de façon limitée, agissent souvent en marge de la légalité bourgeoise.

LA VICTOIRE DU PCP

Le principal vainqueur du 11 Mars, c'est le Parti communiste. Et à plusieurs niveaux.

D'abord au niveau de la classe ellemême: c'est l'intersyndicale qui, la plupart du temps a eu l'initiative de la riposte, et non, comme le 28 septembre, les commissions de travailleurs.

Ensuite dans ses rapports avec le Parti socialiste, contraint de descendre (en petit nombre certes), dans la rue le 11, et de renouer le dialogue avec le PC (une nuit entière de réunion, du 13 au 14 mars).

En troisième lieu, au niveau de la coalition gouvernementale. Sur la base de la mobilisation du 11 mars, le MDP, allié plus ou moins contrôlé de l'intérieur, qualifié au Portugal de PC N° 2, devrait entrer au gouvernèment. Cunhal n'expliquait-il pas au meeting du

16 mars: « Que ce soit ou non à la place du PPD, le MDP aura dans le gouvernement la place que son activité justifie pleinement ».

Enfin, au niveau d'une modification des rapports de forces au sein du MFA, sur laquelle nous allons revenir.

La contrepartie de cette victoire du PC, c'est qu'il se trouve désormais en première ligne de la bataille politique et sociale, qu'il apparait directement responsable de la politique gouvernementale auprès des masses, et qu'il devra rendre des comptes, sans beaucoup d'excuses, de la politique économique suivie face à la crise économique. Il peut en résulter de douloureuses contradictions au sein d'un parti, passé en moins d'un an de 5 000 à plus de 100 000 membres, sans avoir eu le temps de consolider son appareil et d'homogénéiser sa base militante.

LE MFA AU CARREFOUR

On savait, avant le 11 mars, que le MFA était grosso modo partagé en trois courants. Le premier, modéré, composé de sympathisants spinolistes, et d'officiers proches du PS, comme le chef d'Etat Major, le général Carlos Fabiao. Le second, qualifié de tiers-mondiste, jouant sur l'équilibre entre le PC et le PS, autour de Melo Antunes et Vitor Alves, qui avait notamment fait prévaloir dans positions ses l'élaboration du Plan économique d'urgence. Le troisième, plus proche du PC, autour du premier ministre Vasco Gonçalves et de l'amiral Rosa Cutinho.

Le 11 mars a renforcé le courant proche du PC. Les nationalisations des banques et assurances revendiquées par l'intersyndicale, mais absentes du plan économique, ont été décrétées. L'institutionalisation du MFA, à laquelle s'opposait le PS, a été aussitôt décidée. Enfin Melo Antunes et Vitor Alves ont été écartés du Conseil supérieur de la révolution, à sa formation, avant de le réintégrer quelques jours plus tard.

En fait, avant le 11 Mars, la Constituante pouvait être la carte maîtresse de la bourgeoisie, et le MFA pouvait représenter une solution bonapartiste de rechange, Aujourd'hui les données sont inversées. La Constituante marginalisée avant d'être élue, le MFA se trouve propulsé au premier rang.

Son unité devient d'autant plus indispensable tant à la bourgeoisie qu'aux réformistes: il est la clef de voûte d'un système en équilibre catastrophique. Seul le maintien de son unité peut lui préserver l'apparence d'arbitrer au dessus des classes, investi de l'entièreté du prestige et de l'héritage du 25 avril.

Pourtant, face à la crise économique et à la montée des luttes, le MFA sera traversé de contradictions sans cesse plus aigues, reflétant en son sein les tensions et les affrontements de classes. Tenu de choisir et de décider, par le Conseil supérieur de la révolution, sur chaque point épineux, son unité sera mise à mal et risque de voler en éclat dans quelques mois, mettant à nu la ligne de front entre bourgeoisie et prolétariat.

UN NOUVEAU DEPART POUR L'EXTREME-GAUCHE

Nous avons déjà amplement souligné les conséquences du 11 mars sur la mobilisation ouvrière (cf. Rouge № 292).

Il reste à noter ses conséquences sur la structure de l'extrême-gauche.

Il devrait d'abord marquer le début du déclin pour les groupes maoistes orthodoxes. Le MRPP qui renvoie dos à dos fascisme et social-fascisme, qui pratique une politique criminelle de division, jusqu'à manifester séparément le 11 mars, jusqu'à s'opposer aux Il est d'ailleurs nationalisations. significatif que la manifestation du MRPP organisée le 18 mars contre sa suspension n'ait pas été une manifestation unitaire, de défense des libertés démocratiques, mais une manifestation de soutien à la ligne du MRPP qui ne pouvait mobiliser que ses sympathisants stricts. En ce qui concerne l'AOC (Alliance ouvrière et paysanne), également suspendue, elle expliquait que le choix n'est pas entre fascisme aujourd'hui révolution, mais entre démocratie bourgeoise et social-fascisme. C'est pourquoi elle était prête à passer alliance avec le PS et même le PPD contre le PC, comme elle l'avait fait le 31 janvier en appelant le PS à la manifestation, finalement interdite, contre l'unicité syndicale.

Ce déclin devrait permettre une évolution des rapports de force dans l'extrême gauche au profit des marxistes révolutionnaires de la LCI et des divers groupes centristes (MES, FSP, LUAR, PRP).

LE FIN MOT

Le premier résultat du coup manqué du 11 mars sera donc de briser les perspectives de normalisation politique à court terme et de prolonger durablement l'instabilité.

La question du dénouement reste



Après le 11 mars, marque un point ISOLIDE OUVOIR

Les travailleurs portugais ont parcouru, en moins d'un an, un long chemin, à pas de géant. Depuis les luttes de juillet 74, où ils revendiquaient de meilleurs salaires en acclamant Spinola jusqu'aux luttes d'aujourd'hui où ils s'organisent pour épurer, contrôler, nationaliser.

contradiction. centrale. Une pourtant. Ces demeure progrès stupéfiants de l'auto-organisation, de l'auto-défense du contrôle ne se traduisent pas par un progrès comparable de l'autonomie et de l'indépendance politique du prolétariat. Les travailleurs contestent en profondeur le pouvoir patronal, se mobilisent contre la réaction, mais, dans leur masse, ils s'en remettent sur le terrain politique au Certes, le développement des Commissions de travailleurs l'audience de l'extrême-gauche montrent d'autres possibilités. Mais là encore, ces perspectives restent contradictoires, et sont l'enjeu d'une bataille. D'abord parce que les Commissions de travailleurs peuvent devenir l'embryon d'un pouvoir ouvrier, à condition qu'elles ne se transforment pas en syndicat, rival de tersyndicale, comme le veulent certains courants maoistes. Ensuite parce que l'audience de l'extrême-gauche doit se transformer en force consciente, pour opposer un front unique de classe aux fronts de collaboration, et non pour diviser la classe ouvrière elle-même comme le font en fait la plupart des groupes maoistes.

On voit mal comment, dans les mois qui viennent, cette instabilité pourra se résoudre au niveau de la seule situation portugaise. Les relations et les rapports de force internationaux vont désormais peser de tout leur poids. Mario Soares a déjà déclaré le 21 mars, lors d'un grand meeting du PS à Lisbonne:

« Le Portugal n'a pas de frontières avec la Russie, mais avec l'Espagne et les Etats-Unis, avec l'Atlantique au milieu ».

C'est un choix, et presque une menace. Pour sa part, le PCP ne peut se dégager des équilibres et des partages d'influence négociés par la diplomatie soviétique. De sorte qu'après le 11 Mars, Cunhal se refuse toujours à remettre en cause l'appartenance à l'OTAN. Dans une interview du 20 mars à Algérie-Presse-Service, il déclare :

« Notre politique est très nette et très prudente. C'est une question à discuter un jour dans le cadre le plus large de la situation européenne. Nous ne sommes pas pressés. En ce moment nous ne soulevons pas la question de l'appartenance du Portugal à l'OTAN. C'est la même chose en ce qui concerne la base américaine aux Açores. C'est un point de vue que nous ne voulons pas discuter en ce moment ».

La bourgeoisie internationale s'inquiète. On parle d'ouvrir les portes de l'OTAN à la dictature franquiste, pour renforcer l'ordre impérialiste dans la péninsule ibérique. Il est vrai, d'une certaine façon, que la clef de la situation portugaise se trouve désormais en Espagne. Mais pas du côté où le pensent les stratèges de l'OTAN et les commis de Kissinger. Les travailleurs espagnols en administreront la preuve.

Le 25/3/75 Daniel Bensaïd

Le 14 ème Congrès du P.C.I.

DANS LES IDEES...

DE LA SUITE

Mercredi 19 Mars s'est ouvert à Rome le 14 ème Congrès du Parti Communiste Italien, congrès qui revêt une importance particulière dans la mesure où il vient à un moment de crise aïgue du système capitaliste mondial, et notamment en Italie. L'élaboration d'une riposte stratégique à la nouvelle phase du capitalisme ainsi ouverte était au centre du débat de congrès, à partir des thèses présentées par Berlinguer en décembre, repris synthétiquement dans son discours inaugural.

La première partie traite de la situation économique et politique internationale; de l'aggravation de la crise capitaliste, on y déduit le danger d'un nouveau conflit mondial. Cette « menace d'ouverture belliciste », mise en relief, vise à justifier une politique internationale neutraliste qui a pour cible fondamentale « la récherche de la paix et de la détente ». Dans le cadre de cette logique neutraliste, le PCI veut légitimer le soutien à la formation d'une nouvelle puissance impérialiste européenne, autonome envers les blocs existants. Mais l'aspect le plus important de cette partie, c'est le tournant du PCI sur la question de l'OTAN. Le but principal de la détente n'est plus la sortie de l'OTAN, mais le dépassement des deux blocs : « L'hostilité entre l'URSS et les USA ne correspond ni aux intérêts des peuples, ni aux aspirations les plus profondes des masses travailleuses. C'est même pourquoi nous avons affirmé que nous ne posons pas la question du retrait de l'Italie de l'OTAN. Quant à cette éventualité, et celle d'autres retraits unilatéraux de l'un ou l'autre bloc, dans la situation actuelle en Europe, non seulement elle est irréaliste, mais elle finirait par freiner le processus de détente internationale qui répond aux intérêts de tout le peuple et qui apparaît comme la seule voie pour le dépassement de ces blocs ».

Le maintien du statu quo devient la tâche prioritaire, aussi parle-t-on d'un intérêt naturel « des peuples » à la paix et à la détente sans affronter les causes de l'instabilité actuelle et le rôle de l'impérialisme.

De même que la menace de la guerre mondiale sert à justifier la politique internationale du PCI, de même sur le plan intérieur la menace d'aventure réactionnaire et fasciste sert à justifier une politique de concessions à « sauver l'ordre démocratique» et relancer la lutte anti-fasciste dans le sens de la défense et du renforcement de l'actuel système. Cet objectif Justifie l'effort du PCI pour faire accepter aux masses travailleuses les sacrifices nécessaires pour unir la nation italienne et assurer un « avenir libre et progressiste». Avec ses propositions très « réalistes », le PCI essaie de donner une réponse crédible pour la bourgeoisie. Il espère ainsi pouvoir affronter et franchir les obstacles sur la voie du compromis historique. Le PCI veut apparaître comme un parti capable d'apporter des solutions à la crise actuelle.

Ce n'est pas par hasard qu'en lisant toutes les thèses et le rapport de Berlinguer, on ne trouve aucune proposition, aucune revendication qui déborde le cadre strict du système et le cadre d'une solution acceptable par la bourgeoisie, non seulement pour l'immédiat, mais à plus long terme; ce n'est pas par hasard qu'on insiste sur la

valeur non conjoncturelle mais stratégique de la proposition faite. A la différence de la France ou des autres pays, on ne discute pas beaucoup sur le nombre et la nature des grandes entreprises à nationaliser, puisqu'on ne propose aucune nouvelle nationalisation et puisqu'on ne fait aucune proposition sur la gestion des entreprises déjà nationalisées au cas où le PCI entrerait au gouvernement.

L'un des aspects du congrès consistait à préciser la nature du « compromis historique » proposé. S'agit-il d'une position conjoncturelle ou stratégique ? Quels sont les délais d'application? Avec une partie de la Démocratiechrétienne ou sa totalité ? Toutes ces questions étaient posées dans le débat. Laissons répondre Berlinguer : « Nous avons tiré au clair qu'il n'est pas juste du tout de parler du compromis historique seulement comme d'une proposition aux autres partis démocratiques... Nous préférons utiliser le terme de stratégie, et donc stratégie non seulement pour le PCI mais pour le pays entier, pour faire sortir l'Italie de la crise, pour la remettre en selle et développer la démocratie... » Et encore : « D'un côté la question du compromis historique, de l'autre celle de la participation communiste au gouvernement (...) La question de l'entrée du PCI au gouvernement est indubitablement décisive, et nous disons que nous sommes à tout moment prêts à assumer notre responsabilité, et nous devons encore répèter que le moment où cette éventualité pourra se réaliser ne dépend pas seulement de nous (...) chemin vers une nouvelle majorité de gouvernement ne peut être facile (...) En Italie, pour sauver la démocratie et réaliser un renouveau général de la société et de la vie publique, des efforts exceptionnels sont nécessaires et le rassemblement des populaires les plus diverses. C'est pourquoi nous soutenons que l'on doit créer une large majorité incluant toutes les forces populaires et démocratiques en tenant compte de la diversité des options idéologiques et des traditions politiques... Le compromis historique nous semble la seule perspective adéquate pour atteindre la transformation démocratique du pays et pour la garantir. » Sur la question de la Démocratie-chrétienne : « Certains camarades se sont demandés si la politique de la D.C. peut changer. Mais un marxiste peut-il penser qu'il y a un quelconque aspect de la réalité politique et sociale qui soit obstiné à ne pas changer »

En dépit de l'importance du moment et les graves problèmes qui se posent au mouvement ouvrier, le débat préparatoire au congrès dans les sections n'a pas été très animé. Contrairement à ce qu'ont écrit de nombreux journalistes, ne sont pas apparues de grosses divergences et oppositions internes, en particulier au niveau de la direction.

Il est vrai que de nombreux secteurs de la base n'ont pas adhéré avec enthousiasme au projet de la direction et que se sont manifestés de larges doutes. Mais au niveau de la direction. les principales divergences sont restées de caractère tactique. L'une de ces divergences entre Trentin et le bureau portait sur le projet économique et la facon de dépasser la crise. Selon Banca. il faudrait concentrer l'action surtout sur la demande, alors que Trentin insiste sur la priorité d'une action sur les investissements. L'autre divergence importante avait pour protagonistes Ingaco et La Torre. Alors que le premier avance la perspective de rupture au sein de la D.C., le second, évoquant les deux scissions de la D.C. chilienne qui ont fait selon lui le jeu de Frei et de la droite, affirme que « justement parce que nous ne voulons pas la cassure verticale du pays et parce que nous œuvrons à donner une issue démocratique à la crise, nous ne posons pas à la D.C. de conditions inacceptables ». La perspective devrait être, touiours selon La Torre, d'une « prépondérance au sein de la D.C. du courant le plus conséquemment démocratique, populaire et antifasciste ». Des deux, c'est La Torre qui a exprimé avec le plus de cohérence l'essence du compromis historique.

L'absence de divergences stratégiques ne doit pas surprendre. Parce qu'en fait la ligne du compromis historique ne représente pas un tournant dans la ligne du PCI des trente dernières années. Ce projet n'est autre que la reprise en termes neufs et mis à jour, de la ligne politique qui a caractérisé le PCI dans l'après-guerre sous le nom de « bloc national antifasciste », de « bloc historique », etc. C'est la ligne inaugurée par Togliatti en 1944 avec le discours de Salerne. L'orientation du PCI apparaît seulement aujourd'hui de façon plus claire. Ce n'est pas par hasard que le terme même de socialisme apparaît si peu dans le rapport de Berlinguer, comme si le socialisme était toujours présenté davantage comme un futur lointain. Nous avons déjà vu comment le PCI ne fait plus référence, comme dans le passé, d'aucune manière, à la nationalisation des grands monopoles étrangers et italiens. La réponse du PCI à la crise est toujours plus directement liée à la situation nationale et toujours moins directement conditionnée par les exigences de la bureaucratie soviétique.

Mais, malgré sa cohérence apparente, la perspective du compromis historique est contradictoire dans sa formulation même qui apparaît d'un côté comme réponse aux problèmes urgents du contexte actuel, et qui se présente d'autre part, par un souci de réalisme, comme un processus de longue haleine. Cette contradiction est d'autant plus vive que la situation pose au mouvement ouvrier des tâches urgentes et que la bourgeoisie n'est pas disposée jusqu'à présent à courir l'aventure d'une ouverture du gouvernement au PCI. La bourgeoisie ne peut accepter cette extrémité que comme dernière carte et elle n'y est pas encore acculée.

Correspondant.

UN CONGRES D'ARRIERE-GARDE!

Le Congrès du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'Education nationale) s'est achevé le 21 mars au Touquet. Près d'un millier et demi de délégués, un syndicat qui se réclame du socialisme et... un maire giscardien qui salue les congressistes, des repas sophistiqués servis au lycée hôtelier par des collégiens en livrée, futurs « commis débarrasseurs » des hôtels de luxe; tout cela applaudi par la majorité des délégués! Contradiction insupportable.

Une majorité qui, parce qu'elle est confortable, s'attribue 80 % du temps de parole : la tendance Unité et Action (U et A). Animée par des militants du PCF, elle se renforce sur sa droite, en récupérant les voix des sociaux-démocrates de la Tendance Unité indépendance et démocratie, de plus en plus discréditée (UID pratique, à la direction de la FEN, la collaboration de classe, en signant les accords salariaux en même temps que Force Ouvrière).

UN CONGRES POUR

Par ailleurs, l'opération de ravalement de UID par les militants du CERES qui ont fait appel aux thèmes jusque là réservés à l'extrême-gauche (critique de l'institution, lutte idéologique...) est un fiasco; il s'agissait pour eux de gagner les enseignants qui mènent effectivement les luttes tout en cherchant à s'installer dans l'appareil de la bureaucratie syndicale.

La tendance Front unique ouvrier, animée par les militants de l'OCI, a été incapable de présenter une stratégie réellement alternative à celle de la direction du SNES: au nom de l'unité syndicale, elle s'est contentée d'une bataille d'amendements par rapport aux propositions majoritaires; par ailleurs,

dans sa défense de l'école laïque, rien ne la distingue de la direction de la FEN dont elle reste un des soutiens les plus fidèles.

On pouvait s'interroger sur les cinséquences dans le SNES, de la volonté du PCF d'apparaître comme le champion des luttes contre le pouvoir giscardien mais aucune mobilisation n'est prévue pour le troisième trimestre, tant par le SNES que par la FEN. Et les condamnations de la direction U et A à l'égard de la FEN restent verbales : il s'agit d'une part d'avoir une majorité confortable aux prochaines élections en mai, d'autre part de montrer la nécessité urgente d'une « autre politique ».

Ainsi, la direction du SNES envisage se rallier à des actions revendicatives de la Fonction publique à l'initiative de la CGT et de la CFDT, dénonçant ainsi les accords salariaux; mais l'objectif avoué est la défense de la catégorie A (1) (la majorité des syndiqués SNES), ce qui veut dire engager la lutte pour que le pouvoir d'achat des certifiés et des agrègés soit amélioré pendant que les auxiliaires sont mis à pied. Pour ceux-là, un plan de résorption qui permettrait l'éventuelle titularisation dans les années... 1980 l alors que pour nous, la titularisation immédiate est le seul moyen de lutter contre la politique d'austérité.

e Ce que la majorité des congressistes ont applaudi :

Le discours du proviseur, syndicaliste responsable mais aussi patron de choc « les élèves qui vont vous servir travailleront pour vous jusqu'à 22 heures : c'est pour eux un excellent exercice pédagogique : les élèves l'ont compris et se sont portés volontaires ».

 Le dressage à l'obséquiosité imposé aux élèves.

e Ce que la majorité des congressistes n'a pas voulu savoir :

Les volontaires étaient des « volontaires désignés », les élèves avaient fait une pétition pour demander de commencer les cours une heure plus tard le lendemain au service du congrès. Revendication repoussée...

Des camarades de « Rouge » ont discuté avec les élèves du lycée hôtelier où étaient nourris les congressistes. • Les conditions de travail des lycéens futurs esclaves de luxe;

- 43 heures par semaine, stages d'apprentissage en été (50 à 60 heures par semaine, 400 F par mois).

 Uniforme obligatoire et payé par le lycéen. Cheveux courts de rigueur pour les garcons.

- Longueur normalisée des jupes pour les filles.

— Un retard d'un quart d'heure : une demie journée d'absence et dix jours d'absence : renvoi.





ATTENTION!

Les 12 et 13 avril rencontre nationale des cercles rouges lycéens.

La Ligue communiste révolutionnaire organise le samedi 12 et le dimanche 13 avril, une rencontre nationale de ses militants et sympathisents lyceans. Ressemblant des représentants de chaque lycée où la L.C.R. est présente, cette réunion de travail aura pour principale tâche de tirer un premier bilan des dernières mobilisations et de discuter de la poursuite de la riposte a la réforme Haby Cette rencontre se tiendra a Paris. à partir de 14 heures, le samedi 12

Quant à Haby, il peut dormir tranquille: la direction du SNES a décidé le principe d'un arrêt de travail si la situation l'exige (notamment mise en discussion du projet au Parlement) et la participation à la semaine d'action (du 11 au 17 mai) de la FEN et à la manifestation du CNAL le 24 mai.

Quant aux lycéens responsables ils sont, responsables ils devront rester l'Certes la direction du SNES a compris depuis 1973 que dénoncer les mobilisations lycéennes comme irresponsables coûtait trop cher et en particulier à l'UNCAL, l'organisation-sœur. Mais le salut du congrès au mouvement des lycéens et collégiens contre le projet Haby n'engage les syndiqués qu'à être vigilants par rapport aux sanctions possibles.

L'E.E. R.S.: UNE ORIENTATION DE LUTTE

Les tendances Ecole émancipée et Rénovation syndicale regroupent les enseignants révolutionnaires de la FEN: ceux-ci, à travers leurs luttes (contre la hiérarchie, contre la répression, contre la rentabilisation de l'école; pour la jonction avec les luttes ouvrières...) développent une stratégie opposée à la stratégie électoraliste des directions syndicales.

Parce que la lutte est déjà engagée par les lycéens et collégiens, les militants EE-RS ont proposé de la renforcer et de l'amplifier en organisant dès la rentrée de Pâques une journée nationale de grève permettant l'organisation de manifestations communes lycéens, collégiens, enseignants. Un coup de poing important est ainsi porté au projet Haby, par la mise en place de coordinations locales permanentes associant les personnels de l'Education nationale et leurs organisations syndicales, les organisations ouvrières, les parents et les élèves. Des opérations « portes ouvertes » dans tous les établissements, des interventions locales en direction des travailleurs devraient être menées afin que la mobilisation soit réelle, massive et permette la grève nationale des personnels de l'Education nationale en cas de dépôt du projet par le ministre. Cette grève, avec le soutien des organisations ouvrières ne pourrait être que reconductible par les grèvistes jusqu'à suppression du projet.

La bataille pour que 25 élèves par classe deviennent l'objectif dès la prochaine rentrée a permis de démasquer une fois de plus l'immobilisme des directions syndicales.

Immobilisme et bureaucratisme : une preuve éclatante en fut donnée par la violence avec laquelle le Bureau national actuel s'opposa à la proposition de refus collectif de l'inspection faite par la majorité des syndiqués de l'académie de Bordeaux. Au point que le secrétaire académique de Bordeaux, au mépris de ses engagements devant les syndiqués de son académie, vint expliquer à la tribune qu'il revenait sur son vote l

Un congrès que les luttes des lycéens, collégiens et enseignants feront oublier. SOLAISE-BETCHEVA

(1) Catégorie A: les cadres supérieurs de l'administration (à partir du niveau de la licence): les enseignants du supérieur et du secondaire, les agrègés, les cadres supérieurs de l'administration, les ingénieurs de travaux, les inspecteurs des PTT, les sous-préfet, les inspecteurs des impôts et du trésor, etc...

LES
FEMMES
DANS LE
CONGRES DU
S.N.E.S.

Dans le secondaire, on compte 60 % de femmes enseignantes. Mais dans les congrès du SNES, la proportion des déléguées femmes est loin d'être la même et on les voit peu dans les débats. Le problème des femmes, cette fois encore, n'avait pas sa place dans le congrès : pas de commission femmes, dix minutes de débat prévues à partir de 22 heures. Et dans toutes les autres commissions, il était « hors-sujet », morcelé, nié par les femmes elles-mêmes : à une camarade EE qui le disait, une militante U et A réplique : « J'ai l'impression que vous faites des complexes. Moi je ne me sens pas opprimée ».

Pourtant, en dépit d'une égalité au niveau du salaire, les femmes enseignantes sont opprimées au même titre que les autres travailleuses. Dans l'EE, fonctionnent des commissions femmes qui font tout un travail de recherche sur ce problème et élaborent l'intervention de la tendance là-dessus.

C'est pour cela qu'au congrès du SNES, les camarades de l'EE ont pu intervenir systématiquement dans tous les débats, éclairant tous les problèmes (corporatistes, pédagogiques, etc...) du point de vue des femmes et affirmant leurs revendications. Ces interventions ont marqué le congrès et elles ont imposé le débat sur ce thème : une heure au lieu de 10 minutes.

Systematiquement, elles ont demandé que soient créées des commissions femmes à tous les niveaux dans le syndicat, car c'est par ce biais que le syndicat prendra en charge les revendications des femmes, que les femmes prendront une part plus active à la vie du syndicat et que l'ensemble des syndiqués reconnaîtront l'existence du me. Là-dessus, beaucoup de travail reste à faire : le malaise suscité dans le congrès par les interventions femmes et les réactions de certains syndicalistes le prouvent. Exemple: « Tu n'as qu'à prendre la pilule et ne pas faire d'enfants si tu veux militer dans le syndicat »... « Si on allonge le congé de maternité, les femmes feront des enfants sans arrêt pour ne pas travailler »... sans commentaire.

Pour que les choses commencent à changer, nous devons impulser à tous les niveaux dans le SNES des commissions femmes mixtes, comme cela est fait déjà dans d'autres syndicats.

Des aujourd'hui, nous devons préparer la mobilisation massive des femmes enseignantes pour la journée d'action appelée par CGT. CFDT et la FEN le 12 mai. Pour cela, seul un mot d'ordre de grève ce jour-là — et non une demande de congé pour les femmes! — permettra de faire du 12 mai une journée de lutte des femmes travailleuses — enseignantes comprises — contre leur oppression et leur exploitation.

SINCLAIR-ESTHER

CONTINUE

On s'affole un peu dans les sphères gouvernementales. Simone Veil se répand en déclarations et promesses sur l'application immédiate de la loi et G. Palley, directeur des hôpitaux de Paris (et très proche du pouvoir) explique que bientôt, tous les hôpitaux de l'Assistance Publique pratiqueront des avortements, quel que soit l'avis du chef de service.

Qu'en est-il dans les faits ? Sous la pression des luttes menées principalement par le MLAC depuis deux ans, le pouvoir a fait voter une loi « libéralisant l'avortement »; mais cette loi d'une part est une loi de classe, refusant le remboursement des avortements ; d'autre part, elle contient plusieurs mesures restrictives (pas d'avortement légal pour les mineures, les grossesses de plus de 10 semaines, etc.) et une procédure longue et compliquée, culpabilisante pour les femmes.

Quant à son application effective, le pouvoir pensait arriver à faire trainer les choses en longueur. Pour cela, plusieurs moyens :

- bloquer les moyens matériels : pas de locaux, d'équipements, de personnel:

- et aussi se servir de l'attitude hyper-réactionnaire de nombreux chefs de service qui refusent de laisser pratiquer des avortements dans leur service sous des prétextes aussi divers que cyniques.

Mais la riposte n'a pas tardé.

Les actions de Cochin, de Laciboisière, de Rouca, la campagne du MLAC et l'écho qu'elle a rencontré, le soutien croissant des travailleurs hospitaliers et des sections syndicales ont obligé le gouvernement à commencer à appliquer la loi. De même, sous cette pression, les patrons médicaux commencent à changer d'attitude.

Tout ceci montre qu'on peut aujourd'hui, par des actions de masse et un harcèlement systématique de l'administration, obtenir l'application de la loi. Dans cette bataille, il faut engager le plus largement possible le mouvement ouvrier (en notant à ce propos que la plate-forme interconfédérale CGT-CFDT réclame l'avortement libre et remboursé). Plus précisément, les sections syndicales d'hôpitaux doivent être au premier rang de la lutte ainsi que les groupes femmes.

Mais il faut se souvenir que l'application de la loi n'est qu'une première étape dans la lutte et qu'au-delà il y a l'abrogation de toutes mesures restrictives et la remise en cause de la santé capitaliste.

ROUEN

A Rouen, en une semaine, deux actions ont été menées à la Maternité de l'Hôtel-Dieu

Jeudi 20 mars, des militants du MLAC-Rouen - centre ont accompagné plusieurs femmes désireuses de se faire avorter après avoir invité à participer à leurs actions le ministre de la Justice. également maire de Rouen et le docteur Dehapiot, médecins-chef de la DASS (Direction de l'Action Sanitaire et Sociale), représentant Mme Veil dans le département. Le premier ne s'est pas presente. mais la seconde était au rendez-vous et a pu participer a la discussion avec le directeur de l'Hotel-Dieu et le professeur Duval, chef de service de la maternité. Ce dernier n'a accepté que le principe de deux avortements par semaine, se réservant le choix de cas qu'il jugerait « légitimes » après un délai de 8 jours de réflexion, pour lui bien entendu! Et les autres? 60 femmes environ partent en Angleterre chaque semaine!

La deuxième action a été menée le samedi 22 mars à l'appel du Planning Familial local avec l'appui de comités MLAC. des groupes femmes (en particulier de l'Hôtel-Dieu), du PSU, de LO. du PS, de nos camarades de la LCR et des

sections syndicales CGT et CFDT de l'Hôtel-Dieu, dont une délégation a participé en «blouses blanches» à la manifestation. 200 personnes étaient présentes samedi matin dans les halls de la maternité tandis que dix femmes étaient reçues par le professent Duval, son assistant, puis le directeur de l'hôpital et argumentaient avec lui pendant plus d'une heure. Les femmes, très combatives, ont fait valoir leur droit à l'avortement, pour s'entendre dire que si elles se trafiquaient chez elles et arrivaient ensuite à l'hôpital en hémorragie, il les prendrait dans son service (il s'agirait d'une urgence!), comme au bon vieux temps.

Pendant ce temps, plusieurs militants Planning dont des médecins pratiquaient un avortement dans une salle restée inoccupée du service hospitalier, les autres femmes devaient être avortées ensuite au centre d'orthogénie du Planning familial où elles furent accompagnées par l'ensemble de la manifestation qui traversa

A la police qui était présente à l'intérieur de l'hôpital, le professeur Duval déclara qu'il portait plainte!

Correspondant

LARIBOISIERE

Mercredi 19, dès le matin, permanence du MLAC dans l'hôpital, avec panneaux et banderoles. Puis des avortements sont pratiqués dans la consultation de chirurgie par des médecins de Lariboisière, le professeur Kahn, médecin de l'hôpital, ayant accepté d'engager sa responsabilité. A l'heure du déjeuner, les travailleurs de l'hôpital sont venus nombreux se renseigner et discuter.

La section CFDT a soutenu l'action tandis que les dirigeants CGT ont protesté contre la « gêne à la circulation »! Il faut noter que des l'après-midi, le standard de l'hôpital était débordé par des appels de femmes voulant se faire avorter, ce qui donne une idée de la pénurie actuelle sur Correspondante

PITIE SALPETRIERE

Depuis longtemps, la sensibilisation existait sur le problème de l'avortement. Il y a un MLAC d'hôpital soutenu par la section CFDT qui a mené une campagne d'explication sur la loi Veil. Récemment, la décision a été prise d'exiger publiquement la pratique d'avortements sur l'hôpital. Pour cela, des délégations massives avec des femmes voulant être avortées se sont rendues dans le service de maternité du professeur Hervet (célèbre pour sa prose anti-pilule dans le Parisien Libere) et celui de chirurgie gynecologique.

Dans le service Hervet. avortements se feront bientôt, une pétition circule dans le service exigeant aussi le déblocage des moyens matériels pour les pratiquer. Le patron a été obligé de céder. Il faut dire aussi qu'il était géné par la découverte de son activité d'avortements à 1700 F... dans une clinique privée. Cette hypocrisie a été largement diffusée sur l'hôpital par le MLAC et par la Taupe

Dans le service de chirurgie gynècologique. la délégation du MLAC a été très bien reçue par le personnel, mais le chef de service s'est réfugié derrière divers prétextes. La aussi, par un harcelement incessant, nous imposerons la pratique de l'avortement à l'hôpital. La CFDT locale



soutient cette campagne et la CGT semble Correspondant

GRENOBLE

Grenoble, haut-lieu de la bataille pour l'avortement (affaire Ferrey-Martin) et pourtant pas d'avortements dans les hôpitaux. Les chefs de service refusent, certains sont membres de « Laissez-les-

Face a cela. la municipalité (PS) et les réformistes (PC et PS) ne veulent pas mener la bataille contre cette hierarchie médicale. Ils envisagent plutôt de créer à côté un autre service ou la on ferait des avortements. Mais le MLAC-Choisir engage le combat contre le pouvoir de la hiérarchie médicale et dénonce le refus de pratiquer l'avortement à l'hôpital. Il cherche à mobiliser pour cela le personnel

hospitalier et lui explique ce qui est en cause. Une lettre ouverte a été diffusée au personnel, ecrite par une femme a qui on avait refusé l'avortement dans un service gynécologique où elle s'était présentée avec une délégation du MLAC-Choisir.

D'autre part, le MLAC a pris contact avec les sections CGT et CFDT de l'hôpital. La CFDT a organise une reunion du personnel, la CGT a expliqué que c'était un problème général, année internationale de la femme, etc.

Le groupe femmes de l'hôpital de Grenoble s'investit dans la campagne et dans l'explication auprès des travailleuses de l'hopital

LETTRE OUVERTE **AU PERSONNEL** HOSPITALIER

Je suis enceinte de quelques semaines. Je sais que la loi répressive de 1920 a été abrogée.

J'ai appris à la radio qu'une nouvelle loi m'autorise des à présent à me faire avorter librement en milieu hospitalier jusqu'à dix semaines sur ma simple demande, après divers entretiens.

Je me suis donc présentée à l'hôpital comme j'en ai désormais le droit.

De même que toutes les demandes qui ont été faites depuis cette date, la mienne a été refusée.

Je ne comprend pas ce refus.

La loi a-t-elle été votée sans les moyens de l'appliquer?

N'y a-t-il donc aucun médecin qui soit d'accord avec cutte loi?

Etes-vous au courant de cette situation?

L'hôpital a-t-il le groit de refuser d'appliquer cette loi alors que chaque semaine 300 femmes en moyenne se présentent aux permanences du Planning Familial et de

Ne nous reste-t-il comme solution que le vovage à l'étranger ou la sonde ?

Personnel hospitalier,

vous étes doublement concerné, car :

- vous travaillez pour la « Santé »; - vous êtes en majorité des femmes.

Comment pouvons-nous lutter ensemble pour que demain aucune femme ne se rétrouve dans ma situation?

Simone T.

(Distribué par le Planning Familial et Choisir à Grenoble)

«COMME UNE BETE MALFAISANTE»

Jeté au trou pour soixante jours pour avoir participé à la manifestation de Verdun, le soldat Nonna GOASGUEN a adressé une lettre ouverte à Bigeard. Diffusée largement par ses camarades du Syndicat national des personnels de l'Education surveillée (SNPES-FEN), cette lettre commence à faire quelque bruit. L' «Est républicain», RTL, l'« Humanité » en ont cité quelques extraits. Convoqué par son commandant, Nonna se l'est vue commentée en long et en large. Nous en publions les éléments les plus significatifs ci-dessous.

D'autre part, l'emprisonnement d'Alain GILLARD, après le mouvement des soldats à Sissonne, consécutif à la mort de Camier, a soulevé une vive indignation dans le centre PTT Inter-Archives de Paris où il est employé dans le civil. Après la campagne menée par la CGT dont il est militant, Alain a reçu de la part de la CFDT de son centre le soutien chaleureux dont on trouvera

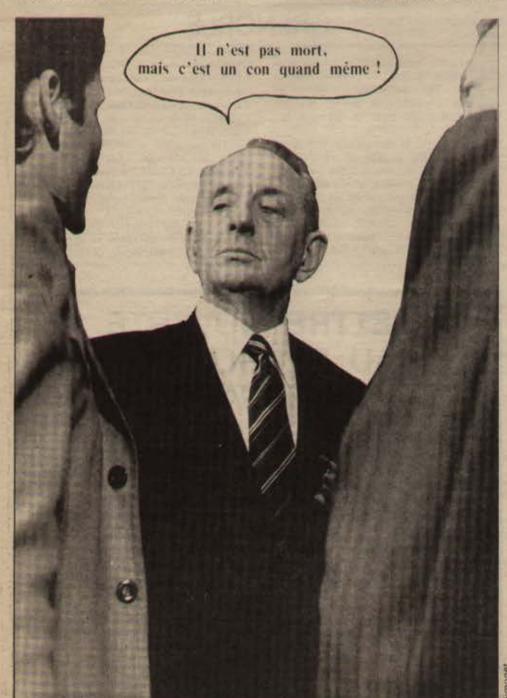
l'expression ci-dessous.

Mis aux arrêts de rigueur (60 jours) après sa participation à la manifestation des appelés de Verdun protestant contre la mort de Serge CAMIER, jeune soldat tué au cours de manœuvres militaires, notre camarade Nonna GOASGUEN a adressé au général BIGEARD une lettre ouverte expliquant le sens de sa participation à cette manifestation et le sens des luttes des appelés; et il a demandé à sa section syndicale d'en assurer une large diffusion publique.

C'est ce que nous faisons aujourd'hui par solidarité avec notre camarade GOASGUEN et aussi par solidarité avec toutes les victimes de la répression militaire.

Si la section syndicale de Paris du SNPES prend aujourd'hui position en diffusant cette lettre ouverte, c'est parce qu'elle estime que tout jeune appelé sous les drapeaux reste avant tout un travailleur et que les droits dont il dispose ne doivent pas s'arrêter à la porte des casernes, c'est parce qu'ainsi elle pense apporter un soutien autre que verbal à la lutte des appelés.

Le Bureau de la Section SNPES-FEN de Paris



LA LETTRE DE NONNA

« Les luttes dans les casernes se propagent et s'amplifient ; des appelés sont descendus dans la rue pour faire connaître à la population leur colère et leurs revendications. Ce n'est que le début, Monsieur le Ministre, vous le savez bien. Nous ne voulons plus être considérés comme des « bœufs » « du des soldats matériel militaire. robots, des êtres hors société, nous appelés du contingent, sommes des travailleurs, des lycéens, des étudiants, nous sommes tous majeurs civils, nous voulons conserver nos droits de citoyens, tous nos droits. Nous fournissons pendant un an un travail, nous devons être rémunérés en conséquence. L'armée nous octroie une solde de misère, une aumône (75, 150 ou 200 F. Le problème est le même). Nous ne voulons plus mendier auprès de nos familles pour « tenir » un an. Pour certains d'entre nous, mariés, chargés de famille ou issus des milieux les plus défavorisés. la situation dramatique!

« Je suis incarcéré, isolé même comme une bête malfaisante, au 94º RI à Étain. En décembre dernier, un ieune caporal appelé de 20 ans, Jean-François NIEDERDORN, y trouvait la mort, la porte du camion où il s'était installé s'ouvrait brutalement dans le premier virage abordé, il était projeté sous les roues et se tuait. On dit ici que, dans ce cas-là aussi, les normes de sécurité n'auraient pas été respectées, la porte ne fermait pas, le camion était surchargé : deux caporaux et le chauffeur à l'avant (2 places) 26 hommes du rang (20 maximum) à l'arrière. On dit aussi que le conducteur avait refusé de partir dans ces conditions mais qu'on lui en avait donné l'ordre et que des pressions auraient été exercées sur les cadres et sur les appelés pour que l'affaire ne s'ébruite pas. On a sans doute ouvert une enquête. L'opinion publique pourrat-elle en avoir le résultat. Monsieur le Ministre? Ici on dit que l'enquête a conclu à la responsabilité du caporal tué qui aurait mal fermé sa porte. Est-ce exact ?

« A côté de ma cellule, se trouve un mitard (une petite pièce de 1m sur 3m, vide à l'exception d'un lit). L'emploi du

mitard est interdit à l'armée, pourtant on dit qu'un soldat s'y est pendu et y est mort il y a deux ans. Quelles ont été, Monsieur le Ministre les résultats de l'enquête de la justice militaire?

(...)

« C'est vrai, Monsieur le Ministre, en manifestant en treillis dans les rues de Verdun, nous avons transgressé le sacro-saint règlement militaire, mais ce dernier n'est-il pas sans arrêt transgressé par les gradés sans qu'aucune sanction ne soit prise à leur encontre. Les brimades, les punitions collectives, les insultes, interdites par ce règlement sont le lot quotidien des appelés dans les casernés! »

ECRIVEZ-LEUR I

Nonna GOASGUEN Soldat aux arrêts de rigueur 3ème batterie Quartier Jeanne d'Arc 55400 THIONVILLE

Alain GILLARD
Caserne La Pérouse
22ème R.I.M.A.
Poste de Police
81 — ALBI.



LA CFDT-PTT INTERARCHIVES AUX COTES DE GILLARD

Alain Gillard, agent d'exploitation à Paris Inter-Archives, centre téléphonique P.T.T. est aux arrêts de rigueur pour soixante jours. Pourquoi?

Il se trouvait dans le même régiment que Serge CAMIER, appelé qui a trouvé la mort sous un char lors

d'une manoeuvre

Pour Bigeard, « un mort, c'est un con ». Pour les appelés, Serge n'était pas un con, mais un copain assassiné par une armée réactionnaire et répressive. Aussi ce fut la révolte dans tous les régiments de Verdun. Cette armée qui embrigade et qui tue, les soldats ne peuvent plus la tolèrer Ainsi, lorsqu'ils manifestent en masse dans le camp et dans les rues de Verdun, il faut être aussi doué que Bigeard et ses disciples pour trouver des meneurs.

Cette « théorie des meneurs » est utile pour faire croire que ce n'est pas l'ensemble des appelés qui réagit face à cette institution bourgeoise, il s'agit seulement d'un « extrême minorité » acharnée à vouloir abimer l'institution militaire comme dirait le ministre de la Défense. C'est ainsi gu'Alain GILLARD se trouve au trou. Il est vrai qu'il s'était fait repérer lors de la grève des postiers étant à l'origine d'une action de solidarité postiers-bidasses. C'est pour cette raison qu'il avait été muté dans un régiment disciplinaire à Verdun, mais cela ne lui a pas fait oublier que, sous l'uniforme, il reste un travailleur. Il a eu raison de manifester avec les autres comme nous tous l'aurions fait en criant : « Armée assassin! A bas l'armée de Bourges et de Bigeard ! ».

Tout cela prouve que le malaise qui va grandissant dans l'armée ne pourra être stoppé ni par les quelques réformettes de Soufflet, ni par la répression.

Si les travailleurs sous les drapeaux ont signé massivement l'« Appel des Cent », s'ils manifestent à Draguignan, Karlsruhe, Nancy, Verdun, c'est tout simplement parce qu'ils ont compris qu'une armée qui se donne le droit aux 7 % de pertes humaines en temps de paix, qui refuse de payer les soldats au SMIC, qui refuse leur droit aux congès (permissions), les oblige à casser les grèves (éboueurs, PTT) est bien une armée au service de l'argent, prête à agir contre la classe ouvrière.

Aussi nous sommes solidaires de la lutte des appelés car c'est la lutte de tous les travailleurs. Nous pensons qu'ils doivent s'organiser en syndicat et recevoir la presse ouvrière... Etre informé, c'est ne pas rester isolé.

La section CFDT du CRT-Anjou, solidaire d'Alain Gillard et de ses camarades emprisonnés, demande leur libération immédiate.

Section CFDT-CRT-Anjou

11 rue d'Anjou Paris 18"

ASSOCIATION DES **AMIS** DES **EDITIONS MASPERO**

L'assemblée générale l'association s'est tenue le dimanche 2 mars. Sur 800 personnes ayant adhéré en juin 73, une trentaine seulement s'étaient dérangées. Cette faible proportion s'explique sans doute par le peu d'activités de l'association après la soirée réussie à la Mutualité le 18 décembre... 73 ! Mais ce long silence était du à l'absence d'éléments précis concernant les transformations internes des structures de éditions et des librairies Maspéro comme les longues et difficiles négociations commerciales qui ont abouti à la vente des librairies « la joie de lire » à Paris, « la Découverte » à Montpellier et celle de Toulouse. François Maspéro a personnellement informé l'AG qu'il n'avait plus aucune responsabilité politique ni financière dans le fonctionnement de ces librairies et que leur vente s'était opérée sans aucun licenciement de personnel, lequel conserve intégralement les avantages précédemment acquis. C'est la vente - et également l'indes librairies tervention du bureau de l'association auprès des acquéreurs - qui permit de maintenir totalement et sans ambiguité l'indépendance politique et financière des éditions Maspéro désormais viables economiquement sous la direction effective de François Maspéro. L'élection d'un conseil d'administration et du bureau national s'est faite sur la base des mandats suivants :

1) Rendre compte aussi largement que possible de l'AG de l'association et de la situation nouvelle des éditions Maspéro

2) Donner une nouvelle vie à l'association en organisant à Paris et en province, dans les lycées les MJC les Universités... etc. des forums sur des thèmes traités par les récentes pobications des éditions Maspèro. Deux exemples parmi bien d'autres possibles : le livre de Jean Maitron sur l'anarchisme peut donner lieu à des débats sur l'histoire, la nature l'évolution du mouvement ouvrier français, les deux livres d'Amilcar Cabral permettent d'éclairer et discuter la colonisation portugaise en Afrique, la décoloresation depuis le 25 avril 1974, les mouvements de libération nationale. Le bureau de l'association organiser de tels forums dans la région parisienne en avril et mai 1975. Il s engage à four nir des prateurs pour animer les débats, à con-tribuer financièrement à l'organisation des forums et autres manifestations qui pourroni être orga rusees en province

3) Pour galvanuser les énergies treimpbliser les bonnes volontés, attirer à nouveau l'attention sur le problème de l'édition en France, proposition à eté faite à l'AG (qui l'a adoptée sous réserve qu'elle soit réalisable du point de vue d'une partiipation réellement militantel d'organiser courant uin 75 à Paris une grande reunion publique dont les trois objectifs anraient

· Faire le point publiquement sur la situation dest aidita ns « de gauche », en general et des éditions Maspéro en particulier

· Ouvrir la discussion, sous la forme de débats. contradictours. couverts par les éditions Maspèro. Afrique Moyen-Orient, Immigres, Amérique Jaune, libération des fermes, Portugat, Indochine. pédagogie, psychiatrie, etc.

· Vendre des livres beaucoue de livres ! Etant exclu que la dizame de membres du bureau national organise une telle manifestation à elle seule, la réalisation de cette initiative dépend

très largement de la réponse militante que le

bureau recevra dans ces rous prochains jours. 4) Un bulleun régulier d'information donners deux fois par trimestre - des indications sur les initiatives prises ici et là par les membres de l'association, sur les suggestions du BN compte lenu des parutions prévues par les éditions Maspero, des grateurs disponibles, de l'argent

5) Pour tout cela, il faut de l'argent ! (re)adhérez ! faites (re)cotiser autour de vous ! Des délégués syndicaux responsables de la bibliode leur comité d'entreprise se sont manifestés. Les enseignants et la jeunesse scolarisée sont réceptifs. Faire parvenir les chèques bancaires et postaux à l'adresse

Association des arnis des éditions Maspéro, rue Gay-Lussac.

75005 PARIS

Un combat qui est aussi le nôtre Jean-François GODCHAU

à propos de Dupont Lajoie



Le succès d'un film anti-raciste pose un certain nombre de problèmes. Le principal étant celui du « passage » dans les circuits commerciaux d'un thème subversif. S'il est vu par les « intellectos » du 7° art ce n'est pas dangereux, s'il est un film de masse, le réalisateur se trouve confronté à la valse des « coupures » et du rabot des valets du cinéma bourgeois , il serait dommage de montrer à chacun ce qu'est réellement le racisme l'Boisset essaie de passer

(Cet article n'engage que son auteur. Il devrait permettre cependant d'arnorcer un débat sur le cinéma politique sur le cinéma lui-même, débat que nous ménerons prochainement dans nos colonnesi.

LA TRAME DU FILM

Un cafetier, Lajoie, dans la fièvre d'une fin de juillet, fignole son départ en vacances. Vacances familiales, caravane, télé et fils studieux, tout cela flanqué sur la Nationale 7 dans les embouteillages de Montélimard. Après les retrouvailles au camping, les embrassades et la charcuterie du premier soir, le fil estival se déroule monotone. Jeux de plage, joutes inter-campings télévisées à la Guy Lux, convoitise des jeunes maillots de bains ondulants et

C'est dans cet univers, où le spectateur peut se reconnaître, univers d'oisiveté et de « mpos » que le propos

Ecrase par la monotonie de vingt ans de mariage, echauffé par la douce fille d'un vieil ami. Lajoie viole la jeune Brigitte et, dans la brutalité de ses gestes, la tue... Affolé, il transporte le cadavre aux abords d'un chantier sur lequel vit un groupe de travailleurs immigrés. Solution simple qui, dans cette région, a déjà fait ses preuves : mettre le crime sur le dos des arabes. Préparé des décennies d'idéologie bourgeoise et de bourrage de crâne, la réaction ne se fait pas attendre : ce sont « eux », les « ratons ». Les flics sont trop mous, rendons la justice nousmêmes... et c'est la ratonnade.

LE PROJET DE BOISSET

Inspiré de faits réels, ce drame ne pouvait passer, tel quel, si ce n'est dans l'habituel ghetto du cinéma d'« avantgarde ». Pour lui donner l'audience maximun, il était nécessaire d'utiliser certaines ficelles du cinéma commercial

comme, par exemple, le comique ou les lieux communs.

Le comique pour empêcher une identification rapide qui aurait bloqué le spectateur depuis le viol jusqu'à la ratonnade.

Les lieux communs campant les personnages types pour lever les ambiguités : le petit commerçant un peu con mais bon enfant, le pied noir sympathique et pondéré. l'huissier alsacien reactionnaire et raciste par raison d'Etat, l'ancien d'Algérie, fasciste et

Ainsi l'échantillonnage des acteurs permet de brosser rapidement le portrait des Français moyens, pour reprendre un terme de Boisset. Alors le spectateur sera touché, il se révoltera contre son entourage, dessiné au fil des quences. Les reactions dans les salles, à la fin des projections, dans la rue, le montrent. On ne reste pas insensible à tant de saloperie, à tant d'injustice, à un tel meurtre.

Par sa construction, par le choix des acteurs et le développement du fait luimême, le film fait mouche, « Dupont Lajoie » est un film de masse, on en parle, on se déplace pour le voir, on l'utilise dans les discussions de bistrot comme référence au Thélème, au meurtre de Moussa, à la vague de racisme qui sévit à Marseille, Toulon, Grasse ou

Désormais les Dupont Lajoie que sont les Français moyens de Boisset ne seront plus après projection, des Dupont Lajoie. Mais quels éléments, quelles armes donne Boisset pour que disparaisse le petit fond de racisme qui explose à la moindre alerte?

Malgré le réel intérêt du film, rythmé par la maîtrise de Boisset, un flou demeure, flou qui devrait se dissiper. En effet, faut-il pour être vu par les larges masses, compris par tous, ôter du sujet traîté l'élément dynamique qui

engendre le racisme. Le racisme n'est pas inhérant à la « nature humaine », ce n'est pas un des multiples éléments qui la forgent : Montaigne l'a dit. Marx non.

Pourquoi cacher le rôle que tient cette gangrène dans la société bourgeoise, pourquoi ne pas montrer qui elle sert. Boisset le dit lui-même c'est une semence des nantis d'antan, des bourgeois d'aujourd'hui. Pourquoi ne le voit-on pas clairement dans le

Par souci d'efficacité. Boisset a traîté le sujet en scénario-spectacle, où sont mêlés comique et drame. Malheureusement aucun élement n'est donné au spectateur pour aller au delà des réactions à fleur de peau que le film fait naître; et ces réactions elles-mêmes seront émoussées par le travail, les médias, par la société bourgeoise.

QUEL CINEMA POLITIQUE ?

Lorsque l'on traite du fascisme, s'il est utile et nécessaire de montrer les atrocités qu'il engendre, il est décisif de mettre à nu les phénomènes économiques et politiques qui lui donnent vie. Ainsi, lorsque l'on traite du racisme, il faut aussi montrer et dénoncer ceux qui l'entretiennent, ceux qui en tirent profit, qui divisent le prolétariat pour mieux l'exploiter.

Expliquer pourquoi dans prolétariat et la petite-bourgeoisie, ce phénomène a pris racine aussi bien que dans la bourgeoisie, voilà où siège l'ef-

Le tueur, ce n'est pas en dernière analyse, ce moustachu véreux à la casquette Bigeard: il n'est que l'outil d'un système. Si le flic « honnête » baillonné par la hiérarchie policière donne une vue de ce qu'est le pouvoir en la matière, elle n'est qu'une image d'Epinal dans le film.

Le problème de fond se dessine maintenant : faut-il, pour ne pas bloquer le spectateur non militant, cacher ce qui est trop choquant. Si la réaction viscérale est un bon résultat, il faut pour qu'elle murisse la nourrir d'éléments d'analyse qui seuls donneront naissance

Mais ne crachons pas dans la soupe, car elle est bonne, vraiment bonne. Boisset a rempli son contrat, mais il met en lumière un des problèmes du cinéma militant : comment sortir, tout en étant efficace, du nombre des convaincus, des politisés.

Le cinéma politique, s'il n'est pas tout jeune, en est encore à ses premiers balbutiements. C'est un art-qui naît, qui

Après « Un condé », « l'Attentat », « R.A.S. », voilà « Dupont Lajoie. Plus le temps passe, mieux Boisset maîtrise cinématographique. La progression est nette, Boisset sort du

Alors que Dupont Lajoie remplit encore les salles, violent et caustique, Boisset se remet à l'ouvrage pour montrer à l'écrap les « loulous-zonards » du Parisien- Libéré. Ca s'appellera « les Meurtrières ». On y verra de quelle société ils sont les damnés !

YVONNICK

COURRIER DES FOT FURS

Prochainement, le format de « Rouge » nouvelle formule sera changé. Il y aura 28 pages. Nous discutons chacune des rubriques nouvelles. Le comité de rédaction a commencé à être renforcé.

de publicité pour « Rouge » va sortir. Le comité de rédaction met au point la campagne de ventes pour le premier numéro. L'organisation se mobilisera pour atteindre l'objectif que nous nous assignons : 5000 lecteurs nouveaux hebdomadaires.

Notre courrier est abondant et cela est un encouragement pour la prise en charge collective du journal avec nos lecteurs. Nous publions ici des « extraits » des lettres et non pas leur intégralité pour des raisons de place, mais aussi pour éviter les répétitions avec d'autres lettres. Nous répondrons à toutes les lettres que nous ne publierons pas et elles seront portées à la connaissance de tout le comité de

rédaction : que nos correspondants précisent leur adresse. Nous sommes attentifs aux critiques détaillées du contenu de chacun de nos articles. Nous répondrons aussi aux demandes d'information sur la vie de la LCR, sur la facon dont est fabriqué « Rouge », selon questions que poserez... Nous remercions par avance les lecteurs et les militants de leurs contributions.

paris le 13.3.75

Chers camarades.

J'ai très peu d'idées sur la façon dont Rouge » hebdomadaire-nouvelle formule doit être conçu, mais par contre j'en ai quelques unes sur l'objectif final : « Rouge » quotidien. Dans la mesure où la nouvelle formule ne semble conçue que comme une phase transitoire vers le quotidien, je me permets de vous livrer dès à présent mes idées sur la façon dont je conçois ce

On lance à grand renfort de publicité l'objectif de gagner « 5000 lecteurs nouveaux » et l'on conçoit cela comme un travail de titans.

De fair ca l'est, car on ne souhaite finalement qu'e améliorer » la formule actuelle. Que représen-tent ces 5000 lecteurs ? 5000 sympathisants « Larges », ceux qui lisent le canard de temps en temps, c'est tout : objectif légitime pour l'hebdo.

mais pour le quotidien, soyons sérieux ! On ne peut plus se permettre de lancer un quotidien avec ce seul objectif, qui, d'une part, ne dépassera pas la zone large des sympathisants inorganisés, et qui d'autre part, mettra quotidiennement - c'est le moment de le dire sur le corde raide, à la merci d'une baisse momentanée (due à toutes sortes de raisons conséquences

On ne pourra pas oublier un jour d'achierer le sans en avoir des remords, sans faire des cauchemars!

Pourquoi ne pas se donner des ambitions beaucoup plus grandes ? Plus audacieuses ?

Cela suppose un effort considérable, un pari terrible, du genre « quitte ou double ». Mais cela correspondrait-if pas aux mutations organisationnelles annoncées au premier congrés de la LCR ?

Pourquoi ne pas se donner pour objectif un quotidien qui serait à la fois celui de la LCR et celui de l'ensemble de l'extrême-gauche je veux dire, un quotidien intéressant pour les militants de l'ensemble de l'extrême-gauche - et de l'avent-garde large avec ses multiples com-posames ? Un « Libé » marxiste révolutionnaire ? Un quotidien qui ne se placerait pas à côté de « Libé » du « Quotidien de Paris » et du quotidien mao-stal, mais qui, par son ouverture, sa conception, mordrait sur ces quotidiens, au point, un iour (riui sait, pourquoi pas ?) de les achever, par le dépassement qualitatif qu'il constituerait

Un quotidien qui se vendrait comme des petits pains, par milliers, dans les manifestations de masse, les meetings d'extrême-gauche, les boites en grève. Cet objectif représenterait un saut im-mense de l'audience de notre courant. D'une facon plus diffuse, plus ponctuelle, plus partielle, bien sur. Mais cet objectif, à condition que l'on s'en donne les (bons) moyens, ne semble pas plus utopique que celui de gagner 5000 nouveaux lec-teurs pour le « Rouge » actuel simplement

Quels sant ces moyens?

Il n'y a pas quatre chemins. Il faudrait parier de ce qui intéresse l'avant-garde rouge ou plus exac-tement, les multiples composantes qui la com-

H.S. Paris 14º le 13.3.75

Toute la contradiction est là. Tu mets le doigt sur le problème mais tu y apportes une réponse avec laquelle nous sommes en détaccord. Il nous faut prendre une place différente de celle de ces journaux, même si nous mor-dons sur eux. Cela doit être du à la qualité de nos analyses et à l'ouverture du quotidien mais attention ! nous ne voulons en aucune façon « flatter » une « avant-garde rouge » comme tu dis. Nous ne voulons pas faire une symbiose, une « moyenne » des divers points de vue communs à tous les militants et groupes d'extrème-gauche. Ils auront une tribune, un instrument d'expression sérieux, attentifs ; tout ce qui lutte pour le socialisme dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, se verra répercuté, trouvera une large place dans le « quotidien rouge » Mais nous formulerons aussi notre point de qu'organisation, soit par le biais de réponses, soit par des articles parallèles. Nous pensons que c'est la qualité de ce point de vue qui donnera son caractère et son intérêt spécifique à ce journal. Le vendrons-nous « comme des petits-pains » ? À moins d'un changement important dans les rapports de forces entre réformistes, staliniens marxistes-révolutionnaires, la tâche sera difficile L'objectif « mini » de 20.000 lecteurs per manents exigera déjà une mobilisation exceptionnelle. Nous prenons bonne note des suggestions qui suivent dans la lettre et nous en userons... pour le nouvel hebdo.

EN VENTE A LA LIBRAIRIE ROUGE

> VIENT DE PARAITRE

« LA PENSEE DE LEON TROTSKY »

> de Denise AVENAS Editions PRIVAT Prix: 20 F

> > Le 12.3.75

« Rouge » est un instrument de combat per fectible sans doute, mais qu'il serait désastreux de voir disparaître.

Je reprends l'excellente définition qui en est donnée dans la même page : « C'est le véhicule des idées qui conduisent au but ». Ceci est bien vrai et l'aurais aimé le voir exprimé par DC

Bien sur, il y a des articles qui sont difficiles à comprendre pour ceux (et c'est mon cas) qui n'ont pas recu une éducation politique. Bien sur ce ne fut pas marrant de suivre les longs débats ou s'af**INPRECOR**

Nº 22 - 27 mars 1975 3 Francs NDOCHINE: Vers la libération totale

PORTUGAL Après le coup manqué du 11 mars A. Udry)

POLOGNE : La bureaucratie contre les

travailleurs (Julian Nat)
ESPAGNE: Liberté pour tous les prisonniers
politiques (lettre de 20 militants de la LCR-ETA(VI) prisonniers à Ségovie)

Commandes à la Librairie Rouge ou à Inprecor. Abonnement annuel : 70 F. Libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à : S.I.E., 10 impasse Guéménée, 75004 PARIS

INPRECOR change d'adresse : maintenant : 76 rue DANSAERT. Bruxelles 1000 — Belgique.

frontèrent les diverses tendances avant le congrès Mais, même là nous eûmes la preuve de l'existence d'une véritable démocrabe.

On ne peut nier la valeur des dossiers qui traitent des questions d'actualité les plus diverses et qui ont le mérite de pouvoir être classés à part sans avoir à sacrifier le reste du journal

* Rouge * est courageux.

Il a droit à toute ma sympathie comme à celle de tous les révolutionnaires. Et ma reconnaissance va. bien entendu à tous ceux qui ont la fourde responsabilité de le composer et de le sorter.

Edouard L (Manche)

Camarades.

A la suite de l'article « Pour un renouveau de la » paru dans « Rouge » la semaine dernière (21 février), nous écrivons pour exprimer notre avis sur le problème de la sortie d'un quotidien. Sur l'actuel « Rouge » d'abord : l'information au niveau des luttes est bien faite et aussi les rubriques e immigrés, partis et syndicata, etc. Par contre les articles de fond sont souvent incompréhensible lex dans ce même numéro, l'article sur l'AMR ou bien les polémiques PC-PS)

au niveau du langage. Sur l'éventuelle sortie d'un quotidien tout d'abord le journal étant l'expression du point de vue de l'organisation, son public sera forcément limité : les gens qui sont intéressés par l'heb-domadaire et l'achètent régulièrement, bien que n'étant ni militants ni sympathisants, ne seraient pas forcement motivés pour l'acheter tous les jours.Alors qui va acheter ce journal. Même « Libération » malgre les défauts et les ambiguités qu'il a, est nécessaire et lu par pas mai de travailleurs qui ont plus ou moins rompu avec la presse révolutionnaire.

Est-ce que ce quotidien ne risque pas de faire une éventuelle concurrence à « Libé »

Enfin si vous sortez ce journal, il faut être sûr qu'il sera lu mais pas par trois pelés et un tondu. Et le fric qui va aller dedans pourrait être utilisé pour l'amélioration de l'hebdomadaire. Même dans une période de crise et de luttes dures et nombreuses. il n'est pas dit que les travailleurs ressentent la n'hest pas di quotiden de l'organisation. On pourrait peut-être envisager de faire de temps en temps une page dans « Libération ». Enfin qui va faire le travail de réalisation qui sera certainement énorme et mobilisera des gens et du temps ? Salutations révolutionnaire Un camarade du groupe Taupe-ORTF des fecteurs occasionnels du journal

il est clair que le pari qui consiste à réaliser un quotidien implique une mobilisation considérable et permanente des militants de la LCR et des sympathisants. Il faudra probablement, en fonction de nos premières estimations, partir au minimum de 6000 à 8000 abonnés préalables au lancement du journal. A moins de 10.000 abonnés et, répétons-le, de 10.000 lecteurs journaliers, l'objectif ne pourra ètre atteint et nous serions à la merci des moindres aléas. Ainsi un militant et un aympathisant ne pourront manquer un jour, un seul! d'acheter le journal.

Nous reviendrons sur la « concurrence » avec « Libé » cela implique de faire une analyse de ce journal afin de montrer que nos lecteurs attendront des positions bien spécifiques de nous : sur le festival de la JC par exemple, il n'est pas question de l'analyser comme le fait « Libé » en expliquant que la pop fait recette », les liens entre le PCF et la jeunesse sont autrement plus profonds que cela ! Faire un article sur la JC, sur l'UEC, sur cela! Faire un article sur la JC, sur l'UEC, sur leur politique au travers de l'UNEF et de l'UNCAL, sur le poids des illusions réformistes dans la jeunesse, 7 ans après mai 68, vollà des thèmes qu'un quotidien pourrait aborder avant et après un événement comme ce festival. Le débat suscité autour de nos réponses pourrait de surcroit motiver profondément con lectures.

Camarades

J'ai trouvé le dernier numéro 290 assez bien

fait, mais il y a des trucs qui collent pas. Dossier énergie, vachement compliqué et faute peut-être d'éducation ou de formation ; ai presque rien pigé sinon l'article sur le moratoire

Page 8 les árticles points chauds, assez durs à lire. Il n'y a pas que des jeunes aux bons yeux, qui lisent le canard du moins, je pense, alors si c'était écrit plus gros ce serait mieux. Renault-l'enjeu. L'article à l'air d'être un compte-

rendu d'un march. Je lis l'Equipe, alors tu comprends ca m'a sauté aux yeux. Un truc chouette, c'est l'article sur le bouquin de

Mitterrand, c'est pas emmerdant il y a de l'humour, c'est bien construit et compréhensible et puis il a dit ce qu'il y avait à dire en même

De plus, il faudrait, si c'est possible que vous soyez plus simple dans vos écrits. Cela a l'air d'être une demande qui apparait avec les copains du boulot avec qui je discute

Je viens d'apprendre et de voir à la télé la tentative de coup d'Etat au Portugal et la fuite de Spinola en Espagne, ca me rappelle qu'il faudrait que vous parliez plus du Portugal, de la LCI et des gauchistos qui ont l'air assez e irresponsables a Philippe

meeting 300 personnes en Avignon

Mercredi 12 mars se tenait à Avignon le premier meeting de la LCR. La IVⁿ In-ternationale n'existait pas jusqu'à présent dans cette ville où l'AJS e toujours été le pringroupe d'extrême-gauche. quelques mois, s'est créé sur la ville un comité Rouge et un groupe taupe rouge de cheminots Le 12 mars, 300 travailleurs sont venus assister au meeting présidé par Paul Alliés. Un cheminot du groupe taupe rouge est venu expliquer l'activité du groupe sur le département puis un ancien membre du PCF très connu sur la région est venu dire pourquoi il avait quitté le PC pour adhérer au comité

rouge. Enfin, A. Krivine a développé les positions de la LCR face à la crise. Au cours du débat où les quelques militants AJS présents ne sont intervenus qu'è la fin. l'ancien dirigeant de l'AJS d'Avignon, signataire de l'appel des Cent est intervenu pour expliquer son accord total avec les positions de la LCR sur l'armée. Le débat avec la salle a duré jusqu'à minuit un quart. Dès l'ouverture du meeting, un militant immigré du comité de soutien aux travailleurs immigrés avait pris la parole pour appeler au développement de la solidarité avec les « sans-papiers ». A Avignon le travail militant de la LCR est bien parti-

Je désire prendre contact avec Rouge



Age.....Profession..... Lieu de travail (facultatif)

Rouge 10, imp. Guen 272 hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéménée Paris 4 -téléphone 272 88 96 eu 272 68 82

PAIEMENT:

A L'ORDRE DE ROUGE

per avion : écrire à ROUGE Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur réglement im-médiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joi dre 3F et la dernière bande.

Directeur de publication Honri Weber « IFdix phi le articles algnée n'enga les nécessairement le po du vue de la Rédection IMPRIMERIE N.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ia France

120 150 un an 200 250 125 ent pour les collectivités étranger pli ouver France 120 100 60

SOUTENEZ «ROUGE»

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

Abonnement choisi...